

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2758

7 octobre 2014

SOMMAIRE

2C Investments GmbH	132342	CEREP Broadwalk S.à r.l.	132344
ACRON MV Invest Management S.à r.l.	132344	CEREP Investment Z S.à r.l.	132342
ALC International S.A.	132339	CEREP Pic Place S.à r.l.	132341
Altec S.à r.l.	132342	Chiron Holding S.à r.l.	132375
AMP Capital Investors (Angel Trains EU No. 2) S.à r.l.	132340	Clearline Holding S.à r.l.	132375
Anacot International S.A.	132340	Doheem Promotions S.à r.l.	132378
Andreosso Carrelages	132343	DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à r.l.	132361
Andreosso Carrelages	132378	Immobilière Romain Thill S.à r.l.	132380
Andreosso Chapes GmbH	132384	Nazar S.à r.l.	132373
Andreosso Marbres	132384	New Jomar s.à r.l.	132380
Andreosso Marbres	132343	PineBridge Luxembourg Commingled ..	132347
Andreosso S.A.	132384	Rhodes Holding I S.à r.l.	132382
Ardennes Chauffage S.A.	132344	Triton Advisers S.à r.l.	132382
ASIP (Holdco) IV S.à r.l.	132343	Trust In Media S.à r.l.	132377
Association Montessori Luxembourg ..	132383	Tulipes S.A.	132339
Aston S.A.	132342	United Consultants International S.A. ..	132338
Bathmann S.A.	132338	UPBT GmbH	132340
Batiflex S.à r.l.	132345	US Pharmacia S.à r.l.	132341
Bauhaus & Baughman Holding	132345	Vevibalux S.à r.l.	132338
Belux-Automobile S.à r.l.	132346	Viking Global Holding S.A.	132343
Belvedere Financing S.A.	132344	Vitech S.à r.l.	132341
BGP Residential GP 6 S.à r.l.	132346	Wäiss Schéiferhënn Lëtzebuerg	132340
Blue AIV S.à r.l.	132345	westPOINT LUXEMBOURG S.à r.l.	132342
Blue Sky Aviation S.à r.l.	132344	World's Flash S.A., SPF	132341
Bonrouge Investments S.à r.l.	132346	Wychwood Holdings S.A.	132341
BRE/Europe 4-P S.à r.l.	132345	XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l.	132339
BRE/Management Asia S.A.	132346	XS Trading Sàrl	132339
BRE/Management S.A.	132346	Zademar S.A.	132338
CEREP AIR 2 S.à r.l.	132343	Zeltovma S.A.	132339
		Zest Asset Management Sicav	132340

Zademar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 87.934.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des Actionnaires qui aura lieu au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, le 17 octobre 2014 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et son approbation.
2. Lecture du rapport du Commissaire aux comptes.
3. Approbation des bilans, comptes de pertes et profits et affectation des résultats au 31 décembre 2013.
4. Décision à prendre quant à l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire.
6. Nominations statutaires.
7. Divers.

ZADEMAR S.A.

Référence de publication: 2014148496/545/19.

Bathmann S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 112.154.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 15 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 mars 2014, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 mars 2014.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014148503/1023/17.

United Consultants International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 36, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 81.470.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014121995/9.

(140139342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Vevibalux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9673 Oberwampach, Maison 50.
R.C.S. Luxembourg B 120.370.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122017/9.

(140139368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Tulipes S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.
R.C.S. Luxembourg B 165.336.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TULIPES S.A.

Référence de publication: 2014121992/10.

(140139846) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

XB Luxembourg Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 116.856.

Il est porté à la connaissance des tiers que le siège social de l'associé unique XB Luxembourg Holdings 1 S.A. est situé au 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Luxembourg Corporation Company SA

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014122040/13.

(140139087) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

XS Trading Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4540 Differdange, 69, rue Dicks Lentz.
R.C.S. Luxembourg B 173.083.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122041/9.

(140139247) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Zeltovma S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 15.356.

EXTRAIT

- Dénonciation du siège social:

Le siège social de la société ZELTOVMA S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés numéro B15356, dont le siège social fixé au L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, est dénoncé par le domiciliataire avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société domiciliataire

SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE SARL

Référence de publication: 2014122048/13.

(140139588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

ALC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 21.500.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122126/9.

(140140769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

UPBT GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Wemperhardt, 26, Op der Haardt.
R.C.S. Luxembourg B 38.103.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014122006/10.

(140139829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Wäiss Schéiferhënn Lëtzebuerg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6550 Berdorf, 34, an der Laach.
R.C.S. Luxembourg F 8.926.

Art. 2. Son siège social est établi à 34, an der Laach, 6550 Berdorf.

Il peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Référence de publication: 2014122073/10.

(140140579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Anacot International S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1473 Luxembourg, 2A, rue Jean-Baptiste Esch.
R.C.S. Luxembourg B 146.271.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122135/9.

(140140669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

AMP Capital Investors (Angel Trains EU No. 2) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 44.748,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 138.618.

EXTRAIT

Il convient de noter, que le siège social d'Infra-Invest 2 S.à r.l. en tant qu'associé de la Société, a été transféré du 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg au 7A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014122132/12.

(140141235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Zest Asset Management Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.156.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} août 2014.

Pour Zest Asset Management Sicav

BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A.

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2014122049/13.

(140139935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

US Pharmacia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 99.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014122008/10.

(140138848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Vitech S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6631 Wasserbillig, 15, rue des Gaulois.
R.C.S. Luxembourg B 75.945.

Auszug aus dem Protokoll des Beschlusses des Alleinigen Gesellschafters vom 31. Juli 2014

Der Sitz der Gesellschaft wird mit Wirkung zum 12. Mai 2014 von L-6631 Wasserbillig, 15 rue des Gaulois, nach L-6610 Wasserbillig, 5, Enner Maeschbierg, verlegt.

Référence de publication: 2014122024/10.

(140139096) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Wychwood Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 21, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 168.173.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 1^{er} août 2014.

Référence de publication: 2014122032/10.

(140139034) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

World's Flash S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 8, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 179.746.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122038/10.

(140138913) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

CEREP Pic Place S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.390,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 128.650.

EXTRAIT

En date du 10 juillet 2014, M. Robert Konigsberg, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014122326/14.

(140140645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

CEREP Investment Z S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 122.154.

EXTRAIT

En date du 10 juillet 2014, M. Robert Konigsberg, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014122316/14.

(140140654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

2C Investments GmbH, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 200.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 144.372.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 2C Investments GmbH

Référence de publication: 2014122057/10.

(140140013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

westPOINT LUXEMBOURG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 69, Géidgerweeg.
R.C.S. Luxembourg B 161.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014122075/10.

(140140890) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Altec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8025 Strassen, 3, rue de l'Eglise.
R.C.S. Luxembourg B 155.490.

Le Bilan au 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122129/10.

(140141213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Aston S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 51.114.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122157/10.

(140140337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Andreosso Carrelages, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Zone Industrielle Am Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 34.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122136/9.

(140140290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Viking Global Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.
R.C.S. Luxembourg B 52.895.

Le bilan au 31 décembre 2013, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

VIKING GLOBAL HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2014122023/13.

(140139982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Andreosso Marbres, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Z.I. Im Bruch.
R.C.S. Luxembourg B 80.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122140/9.

(140141138) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

ASIP (Holdco) IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 177.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122151/9.

(140139630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

CEREP AIR 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 132.555.

EXTRAIT

En date du 10 juillet 2014, M. Robert Konigsberg, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014122307/14.

(140141056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

CEREP Broadwalk S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.425.

EXTRAIT

En date du 10 juillet 2014, M. Robert Konigsberg, ayant son adresse professionnelle au 1001, Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington DC 20004-2505, Etats-Unis d'Amérique, a démissionné de son poste de gérant de la Société avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 août 2014.

Référence de publication: 2014122309/14.

(140141050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Ardennes Chauffage S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9577 Wiltz, 41, route de Winseler.
R.C.S. Luxembourg B 92.971.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122144/10.

(140140393) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

ACRON MV Invest Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.
R.C.S. Luxembourg B 177.348.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2014122116/10.

(140140640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Belvedere Financing S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 174.558.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122165/10.

(140141248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Blue Sky Aviation S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 110.834.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122170/10.

(140141018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Batiflex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 53, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 113.850.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014122179/10.

(140140443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Bauhaus & Baughman Holding, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.
R.C.S. Luxembourg B 180.496.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122180/9.

(140140334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Blue AIV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 170.882.

Suivant décision du gérant, en date du 17 juillet 2014, le siège social de la société a été transféré du 2-4 avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg au 121 avenue de la Faïencerie L-1511 Luxembourg, à compter du 1^{er} août 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2014122169/13.

(140140836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Aston S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 51.114.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration a pris acte du changement d'adresse de Monsieur Jacky FLESCHE, Administrateur/ Administrateur-délégué, demeurant désormais au 42, boulevard Napoléon à L-2210 Luxembourg.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014122156/12.

(140140336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

BRE/Europe 4-P S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 128.714.

Les comptes annuels de la société BRE/Europe 4-P S.à r.l. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122222/10.

(140140539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

BRE/Management Asia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 151.601.

Les comptes annuels de la société BRE/Management Asia S.A. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122223/10.

(140140938) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

BRE/Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 96.323.

Les comptes annuels de la société BRE/Management S.A. au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122224/10.

(140140943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Bonrouge Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 21.200.000,00.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 178.787.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance en date du 24 juin 2014

Il est décidé de transférer, avec effet au 1^{er} juillet 2014, le siège social de la société du 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg au 488 route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 28 juillet 2014.

Référence de publication: 2014122172/13.

(140140753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Belux-Automobile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4235 Esch-sur-Alzette, 6, rue Saint Martin.
R.C.S. Luxembourg B 74.198.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour BELUX-AUTOMOBILE

N. CHEDID

Gérant Unique

Référence de publication: 2014122194/12.

(140140592) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

BGP Residential GP 6 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 121.383.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122196/9.

(140140454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

PineBridge Luxembourg Commingled, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 190.381.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the fourth day of the month of September.
Before Us, Me Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under Luxembourg law, having its registered office at 21, Rue du Fort Elisabeth, L-1463 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Trade and Companies Register, Luxembourg, under number B 148 894, represented by Me Jeffrey Kolbet, avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated 8 August 2014. The proxy given, signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which it acts, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a company which is hereby established as follows:

Art. 1. Name. There exists among the subscriber and all those who may become holders of shares a company in the form of a "société anonyme" qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé" under the name of "PineBridge Luxembourg Commingled" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of incorporation (the "Articles").

Art. 3. Purpose. The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders and noteholders the results of the management of its portfolio.

The Company is subject to the provisions of the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the "Law"), and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the fullest extent permitted by the Law.

Art. 4. Registered Office. The registered office of the Company is established in the city of Luxembourg, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Wholly owned subsidiaries, branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company (the "Board").

The Board is authorised to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg.

If and to the extent permitted by law, the Board may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

In the event that the Board determines that extraordinary political, economic, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg corporation.

Art. 5. Share Capital. The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in Article 12 hereof.

The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law.

The Company may issue any kind of securities including shares or notes (together the "Securities"), including securities whose value and/or yield depends on such risks relating to the underlying assets. The Board is authorised to approve the issue of any kind of notes by the Company. The Company may in particular issue series ("Series") or tranches of notes whose value or yield is linked to the assets of one specific Sub-Fund. The terms, conditions and restrictions applicable to notes (the "Conditions") shall be set out in the sales documents of the Company. Fractions of notes may be issued up to three (3) decimal places.

The Board may, at any time, as it deems appropriate, decide to create one or more compartments or sub-funds within the meaning of article 71(1) of the Law (each such compartment or sub-fund, a "Sub-Fund"). The Company constitutes a single legal entity, but the assets of each Sub-Fund shall be invested for the exclusive benefit of the shareholders and noteholders of the corresponding Sub-Fund and the assets of a specific Sub-Fund are solely accountable for the liabilities, commitments and obligations of that Sub-Fund.. In particular, where rights of investors or creditors relate to a Sub-Fund

or to specific assets thereof or have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund or a specific asset thereof, such rights are strictly limited to the assets of that Sub-Fund or to such specific asset thereof. The assets of a Sub-Fund are exclusively available to satisfy the rights of investors in relation to that Sub-Fund and the rights of creditors whose claims have arisen in connection with the creation, the operation or the liquidation of that Sub-Fund. As between holders of Securities issued by the Company, each Sub-Fund shall be treated as a separate entity. The Board may, at any time, setup Sub-Funds which shall be reserved to a single investor as shall be disclosed in the sales documents of the Company.

The shares to be issued in a Sub-Fund may, as the Board shall determine, be of one or more different classes (each such class, a "Class"), the features, terms and conditions of which shall be established by the Board.

For the purpose of these Articles, any reference hereinafter to "Sub-Fund" shall also mean a reference to "Class" and vice-versa, unless the context otherwise requires.

The Board may also, at any time, set-up Sub-Funds which will entitle shareholders and/or noteholders to maintain day-to-day control of particular Sub-Funds' assets and accordingly for which all investment decisions will require a prior unanimous resolution of the shareholders pursuant to Article 14 herein and/or noteholders (each such Sub-Fund being a "Restricted Asset Sub-Fund"). By subscribing for Securities of such Restricted Asset Sub-Funds, each investor agrees that the Sub-Funds shall initially hold "Cash and Cash Equivalents" and grant the "PPLs" (each as described in the relevant sale documents of the Company) and that any change in the investments made by such a Restricted Asset Sub-Fund (other than changes arising from the drawdown or repayment of the PPLs or transactions relating to Cash and Cash Equivalents that in each case are solely for liquidity purposes) will require a unanimous resolution as set out above. In addition, the shareholders and/or noteholders may by unanimous resolution authorise or instruct such a Restricted Asset Sub-Fund to choose different investments.

The Board may create each Sub-Fund for an unlimited or a limited period of time.

The proceeds from the issuance of Securities of any Class, Series or tranches within a Sub-Fund shall be invested pursuant to Article 3 hereof in securities of any kind or other permitted assets corresponding to such geographical areas, industrial sectors or monetary zones, or to such specific types of equity or debt securities or assets or with such other specific features, as the Board shall from time to time determine in respect of the relevant Sub-Fund.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not expressed in USD, be converted into USD and the capital shall be the total of the net assets of all the Sub-Funds.

Art. 6. Form of Shares. The Company will issue shares in registered form only. The Company shall consider the person in whose name the shares are registered in the register of shareholders (the "Register of Shareholders"), as full owner of the shares. The Company shall be entitled to consider any right, interest or claim of any other person in or upon such shares to be non-existing, provided that the foregoing shall deprive no person of any right which he might properly have to request a change in the registration of his shares.

Unless specifically requested by a shareholder, the Company will not issue share certificates and shareholders will receive a confirmation of their shareholding instead. If a shareholder desires to obtain share certificates, correspondent costs may be charged to such shareholder. Share certificates, if applicable, shall be signed by any two duly authorised directors of the Company (the "Director(s)") or by one Director and a person duly authorized thereto by the Board. Signatures of the Directors may be either manual, or printed, or by facsimile. The signature of the authorised person shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board may from time to time determine.

Shares shall be issued only upon acceptance of the subscription. The Board is authorised to determine the conditions of any such issue and to make any such issue, subject to payment at the time of issue of the shares. The subscriber will, without undue delay, obtain delivery of definitive share certificates or, subject as aforesaid, a confirmation of his shareholding.

As regards distributing share Classes (if any), payments of dividends will be made to shareholders, in respect of registered shares, by bank transfer or by cheque mailed at their mandated addresses in the Register of Shareholders or to such other address as given to the Board in writing.

A dividend declared but not claimed on a share within a period of five years from the payment notice given thereof, cannot thereafter be claimed by the holder of such share and shall be forfeited and revert to the Company. No interest will be paid or dividends declared pending their collection.

All issued registered shares of the Company shall be inscribed in the Register of Shareholders, which shall be kept by the Company or by one or more persons designated therefore by the Company and such Register of Shareholders shall contain the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile so far as notified to the Company and the number and Class of shares held by him. Every transfer of a share shall be entered in the Register of Shareholders upon payment of such customary fee as shall have been determined by the Board (and disclosed in the sales documents of the Company) for registering any other document relating to or affecting the title to any share.

Shares, when fully paid, shall be free from any lien in favour of the Company.

Transfer of shares shall be effected by written declaration of transfer to be inscribed in the Register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore.

The Company may also recognize any other evidence of transfer satisfactory to it. Transfers of shares are conditional upon (i) the proposed transferee qualifying as an Eligible Investor and (ii) all other conditions reasonably imposed by the Board.

Every registered shareholder must provide the Company with an address to which all notices and announcements from the Company may be sent. Such address will be entered in the Register of Shareholders. In the event of joint holders of shares, only one address will be inserted and any notices will be sent to that address only.

In the event that such shareholder does not provide such address, or such notices and announcements are returned as undeliverable to such address, the Company may permit a notice to this effect to be entered in the Register of Shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. The shareholder may, at any time, change his address as entered in the Register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Fractions of shares may be issued up to three (3) decimal places.

If payment made by any subscriber results in the issue of a share fraction, such fraction shall be entered into the Register of Shareholders. It shall not be entitled to vote but shall, to the extent the Company shall determine, be entitled to a corresponding fraction of the dividend or other distributions.

The Company will recognise only one holder in respect of a share in the Company. In the event of joint ownership the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

In the case of joint shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint shareholders together, at its absolute discretion.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, including a bond delivered by an insurance company but without restriction thereto, as the Company may determine. At the issuance of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate in place of which the new one has been issued shall become void.

The Company may, at its election, charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses undergone by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the cancellation of the original share certificate.

Art. 7. Restrictions on Ownership of Shares. The Board will have power to impose such restrictions as it may think necessary for the purpose of ensuring that no shares in the Company are acquired or held by or on behalf of (a) any person, firm or corporate body not qualifying as an Eligible Investor, (b) any person, firm or corporate body in breach of the law or requirements of any country or governmental or regulatory authority (if the Board shall have determined that any of the Company, the Board, any manager of the Company's assets or any of the Company's appointed agents would suffer any disadvantage as a result of such breach), (c) any person, firm or corporate body in circumstances which in the opinion of the Board might result in the Company incurring any liability or taxation (including any tax liabilities that might derive, inter alia, from any breach of the requirements imposed by the Foreign Account Compliance Act ("FATCA") and related US regulations), and in particular if the Company may become subject to tax laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg or suffering any disadvantage which the Company might not otherwise have incurred or suffered, including under any securities or investment or similar laws or requirements of any country or authority, or (d) any person, firm or corporate body would not comply with specific eligibility criteria for a specific Sub-Fund or Class as determined by the Board and laid down in the sales documents of the Company (such persons, including any US Persons, as such term is defined hereinafter, firms or corporate bodies to be determined by the Board being referred to as "Prohibited Persons"). More specifically, the Board may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any Prohibited Person and for such purposes the Company may:

a) decline to issue any share or to register any transfer of any share where it appears to it that such registration would or might result in such share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person who is precluded from holding such shares or might result in beneficial ownership of such shares by any person who is a national of, or who is resident or domiciled in a specific country determined by the Board, exceeding the maximum percentage fixed by the Board of the Company's capital which can be held by such persons (the "maximum percentage") or might entail that the number of such persons who are shareholders of the Company exceeds a number fixed by the Board (the "maximum number");

b) at any time require any person whose name is entered in the Register of Shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's share rests or will rest in a Prohibited Person or a person who is a national of, or who is resident or domiciled in such other country determined by the Board; and,

c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and

d) where it appears to the Board that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is the beneficial owner of shares or holds shares in excess or the maximum percentage or would entail that the maximum number or maximum percentage would be exceeded or has produced forged certificates and guarantees determined by the Board, (i) direct such shareholder to (a) transfer his shares to a person qualified to own such shares, or (b) request the Company to redeem his shares, or (ii) compulsorily redeem from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

1) The Board will serve a notice (hereinafter called the "redemption notice") upon the shareholder holding such shares or appearing in the Register of Shareholders as the owner of the shares to be redeemed, specifying the shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such shares, and the place at which the redemption price in respect of such share is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder will thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates (if issued) representing the shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder will cease to be a shareholder and the shares previously held or owned by him will be cancelled;

2) The price at which the shares specified in any redemption notice will be redeemed (herein called the "redemption price") will be an amount equal to the Net Asset Value per share of shares in the Company of the relevant Class, determined in accordance with Article 12 hereof, or any other amount specified in the sales documents of the Company, less any service charge (if any); where it appears that, due to the situation of the shareholder, payment of the redemption price by the Company, any of its agents and/or any other intermediary may result in either the Company, any of its agents and/or any other intermediary to be liable to a foreign authority for the payment of taxes or other administrative charges, the Company may further withhold or retain, or allow any of its agents and/or other intermediary to withhold or retain, from the redemption price an amount sufficient to cover such potential liability until such time that the shareholder provides the Company, any of its agents and/or any other intermediary with sufficient comfort that their liability will not be engaged, it being understood (i) that in some cases the amount so withheld or retained may have to be paid to the relevant foreign authority, in which case such amount may no longer be claimed by the shareholder, and (ii) that potential liability to be covered may extend to any damage that the Company, the Board, any appointed agent and/or any other intermediary may suffer as a result of their obligation to abide by confidentiality rules;

3) Payment of the redemption price will be made to the shareholder appearing as the owner thereof in the currency in which the Net Asset Value of the shares of the Sub-Fund or Class concerned is determined and the redemption price will be deposited with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such person but only, if a share certificate has been issued, upon surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice. Upon deposit of such price as aforesaid no person interested in the shares specified in such redemption notice will have any further interest in such shares or any of them, or any claim against or in the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the thereof owner to receive the price so deposited (without interest) from such bank as aforesaid;

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article will not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Whenever used in these Articles, and unless defined otherwise or more precisely in the sales documents of the Company, the term "US Person" will have the same meaning as in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other regulation or act (including, but not limited to, FATCA) which will come into force within the United States of America and which will in the future replace Regulation S of the 1933 Act or which may further define the term "U.S. person".

The Board may, from time to time, amend or clarify the aforesaid meaning in particular via appropriate disclosure in the sales documents of the Company. In addition to any liability under applicable law, each shareholder who does not qualify as an Eligible Investor or who is a Prohibited Person, and who holds shares in the Company (or is a beneficial owner thereof), shall hold harmless and indemnify the Company, the Board, the other shareholders and the Company's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding circumstances where the relevant shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish his status as an Eligible Investor or has failed to notify the Company of his loss of such status.

Art. 8. Issue of Shares. The Board is authorised without limitation to issue further partly or fully paid shares at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscription of the shares to be issued.

The Board may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class; the Board may, in particular, decide that shares of any Class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents of the Company for the shares of the Company.

Unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, whenever the Company shall offer shares for subscription, the price per share at which such shares shall be offered and sold, shall be based on the net asset value (the "Net Asset Value") per share for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof plus a sales charge, if any, as the sales documents of the Company may provide (this paragraph shall apply mutatis mutandis to the issue of notes, but only to the extent that such notes are issued after the initial issue date of the applicable Series thereof and are subscribed for in cash).

The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

The subscription price (not including the sales commission) may, upon approval of the Board and subject to all applicable laws, namely with respect to a special audit report from the auditor of the Company confirming the value of any assets contributed in kind, be paid by contributing to the Company securities or other assets acceptable to the Board and consistent with the investment policy and investment restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind will be borne by the relevant shareholder.

Securities may only be subscribed by well-informed investors (investisseurs avertis) within the meaning of the Law (the "Eligible Investors" or individually an "Eligible Investor").

The Board may delegate to any Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and/or delivering and receiving payment for such new shares, remaining always within the limits imposed by the Law.

Art. 9. Redemptions of Shares. As is more specifically prescribed herein below the Company has the power to redeem its own shares at any time within the sole limitations set forth by law.

The Board may, in its discretion, impose a lock-up period during which shares of the relevant Sub-Fund or Class may not be redeemed. After such lock-up period (if any), and unless provided otherwise for a Class in the sales documents of the Company, any shareholder may at any time request the redemption of all or part of his shares by the Company. Any redemption request must be filed by such shareholder in written form (or a request evidenced by any electronic mean deemed acceptable to the Company), subject to the conditions set out in the sales documents of the Company, at the registered office of the Company or with any other person or entity appointed by the Company as its agent for redemption of shares, together with the delivery of the certificate(s) for such shares in proper form (if issued) and accompanied by proper evidence of transfer or assignment.

The redemption price shall be paid within such time after the relevant Redemption Day (as defined in the sales documents of the Company) as shall be determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company and, unless otherwise decided by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, shall be equal to the Net Asset Value for the relevant Class as determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof less, if any, a redemption charge, a deferred sales charge, a performance fee and/or any other charge as the sales documents of the Company may provide, such price being rounded up or down to the nearest cent as the Board may determine. If in exceptional circumstances the liquidity of the portfolio of assets maintained in respect of the Sub-Fund the shares of which are being redeemed is not sufficient to enable the payment to be made within such a period, such payment shall be made as soon as reasonably practicable thereafter but without interest.

Unless otherwise decided by the Board, if, as a result of a redemption, the value of a shareholder's holding would become less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the sales documents of the Company, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the conversion of the rest of his shares into shares of the Class of the same Sub-Fund with a lower minimum holding amount (subject to the fulfilment of any requirements imposed on such Class) and, if the redeeming shareholder was holding shares of the Class with the lowest minimum holding amount, the Board may decide that the redeeming shareholder shall be deemed to have requested the redemption of all of his shares. The Board may also at any time decide to compulsorily redeem or convert all shares from any shareholder whose holding is less than the minimum holding amount specified in the sales document of the Company. Before any such compulsory redemption or conversion, each shareholder concerned will receive such notice to increase his holding above the applicable minimum holding amount at the applicable Net Asset Value per share as may be provided for in the sales documents of the Company.

The Board may also compulsorily redeem the shares of a shareholder who has failed to provide any information or declaration required by the Board within the timeframe provided for in the sales documents of the Company.

The Board may refuse redemptions for an amount less than the minimum redemption amount as determined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, if any, or any other amount the Board would determine in its sole discretion.

If applications for redemption on any relevant Valuation Day exceed in aggregate any percentage of the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund being fixed from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company, the Board may decide to defer redemption requests so that such percentage is not exceeded under the terms and conditions defined by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

The Board may extend the period for payment of redemption proceeds in exceptional circumstances to such period as shall be necessary to repatriate proceeds of the sale of investments in the event of impediments due to exchange

control regulations or similar constraints in the markets in which a substantial part of the assets of the Company are invested or in exceptional circumstances where the liquidity of the Company is not sufficient to meet the redemption requests. The Board may also determine the notice period, if any, required for lodging any redemption request of any specific Class or Classes. The specific period for payment of the redemption proceeds of any Class of the Company and any applicable notice period as well as the circumstances of its application will be disclosed in the sales documents of the Company relating to the sale of shares of such Class.

The Board may delegate to any duly authorised Director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting requests for redemption and effecting payments in relation thereto.

The Board may (subject to the principle of equal treatment of shareholders and the consent of the shareholder(s) concerned) satisfy redemption requests in whole or in part in kind by allocating to the redeeming shareholders investments from the portfolio in value equal to the Net Asset Value attributable to the shares to be redeemed as described in the sales documents of the Company.

Such redemption will, if and to the extent required by law or regulation, be subject to a special audit report by the approved statutory auditor of the Company confirming the number, the denomination and the value of the assets which the Board will have determined to be contributed in counterpart of the redeemed shares. The specific costs for such redemptions in kind, in particular the costs of the special audit report, will have to be borne by the shareholder requesting the redemption in kind or by a third party, but will not be borne by the Company unless the Board considers that the redemption in kind is in the interest of the Company or made to protect the interests of the Company or of the shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares in the relevant Class.

Any request for redemption will be irrevocable except in the event of suspension of redemption pursuant to Article 11 hereof. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first applicable Valuation Day after the end of the suspension period.

Shares of the Company redeemed by the Company shall be cancelled.

Art. 10. Conversions of Shares. Unless provided for otherwise for a Class in the sales documents of the Company, any shareholder may request conversion of whole or part of his shares of one Class into shares of another Class of the same or of another Sub-Fund (or into shares of the same Class of another Sub-Fund) at the respective Net Asset Values of the shares of the relevant Class, provided that the Board may impose such restrictions between Classes as disclosed in the sales documents of the Company as to, inter alia, frequency of conversion, and may make conversions subject to certain conditions, including compliance with any restriction of ownership imposed on the relevant Class or payment of a charge as specified in the sales documents of the Company. In any case and notwithstanding the above, no conversion of shares into shares of another Class within the same or different Sub-Fund may be made at any time when issues and redemptions of shares in either or both of the relevant Classes are suspended.

No conversion by a single shareholder may, unless otherwise decided by the Board, be for an amount of less than that of the minimum holding amount as determined from time to time by the Board and disclosed in the sales documents of the Company.

If a conversion of shares would reduce the value of the holdings of a single shareholder of shares of one Class below the minimum holding amount as the Board shall determine from time to time, then the Board may decide that such shareholder shall be deemed to have requested the conversion of all his shares of such Class.

The Board may in its absolute discretion compulsorily convert any holding with a value of less than the minimum holding amount to be determined from time to time by the Board and to be disclosed in the sales documents of the Company.

Conversion requests shall be revocable under the conditions and within the deadline specified in the sales documents of the Company, subject to the Board's discretion to decide to accept any withdrawal of an application received after such deadline taking due account of the principle of equal treatment of shareholders and in the interest of the relevant Sub-Fund.

Shares which have been converted into shares of another Class shall be cancelled.

Art. 11. Frequency and Temporary Suspension of the Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value, the subscription price and redemption price of Securities and the conversion price of shares in each case of each Class, Series or tranche in the Company shall be determined as to the Securities of each Class, Series or tranche by the Company from time to time, as the Board may decide (every such day or time for determination thereof being referred to herein as a "Valuation Day").

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value, the subscription price and redemption price of Securities of any particular Class, Series or tranche of any Sub-Fund and in consequence the issue and redemption of Securities and the conversion of shares in each case in such Class, Series or tranche in any of the following events:

(a) any period (other than ordinary holidays or customary weekend closings) when any market or Recognised Exchange (as defined in the sales documents of the Company) is closed and which is the main market or Recognised Exchange for a significant portion of the relevant Sub-Fund's investments or in which trading thereon is restricted or suspended; or

(b) any period when a political, economic, military, monetary or other emergency exists as a result of which disposal by the relevant Sub-Fund of investments which constitute a substantial portion of the assets of the Sub-Fund is impracticable or it is not possible to transfer monies involved in the acquisition or disposition of investments at normal rates of exchange, or it is not practically feasible for the Company (or its appointed agent) fairly to determine the value of any assets of the Sub-Fund; or

(c) any period when for any reason, the value of a substantial portion of the investments owned by the relevant Sub-Fund cannot be reasonably, promptly or accurately ascertained; or

(d) any period when the relevant Sub-Fund is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares and/or notes from holders thereof or making any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or when payments due on a redemption of shares and/or notes from holders thereof cannot in the reasonable opinion of the Company (or its appointed agent) be effected at normal rates of exchange; or

(e) any period during which there is a breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the investments or the current prices on any market or Recognised Exchange; or

(f) any period when such suspension is required by the Luxembourg supervisory authority in the interests of holders of securities and/or the public; or

(g) if the Company or the relevant Sub-Fund is being or may be wound-up on or following the date on which notice is given of the general meeting at which a resolution to wind up the Company or the Sub-Fund is proposed.

Any such suspension may be publicized by the Company if determined by the Board to be appropriate, and shall be promptly notified to investors, shareholders and/or noteholders requesting subscription or redemption of Securities or to shareholders requesting conversion of shares.

Such suspension as to any Sub-Fund will have no effect on the calculation of the Net Asset Value, subscription price or redemption price, and/or the issue, redemption and conversion of the Securities of any other Sub-Fund.

Art. 12. Determination of the Net Asset Value. The Net Asset Value per share and/or note of each Class, Series or tranche within each Sub-Fund will be expressed in the reference currency of the relevant Sub-Fund (and/or in such other currencies as the Board will from time to time determine) as a per Security figure and will be determined as of any Valuation Day by dividing the total net assets of the Company attributable to the relevant Sub-Fund, being the value of the assets of the Company attributable to such Sub-Fund less the liabilities attributable to such Sub-Fund, on any such Valuation Day, by number of shares and/or notes of the relevant Class, Series or tranche then outstanding, in accordance with the rules set forth below and as may be further detailed in respect of a particular Sub-Fund in the sales documents of the Company.

The Net Asset Value per security will be rounded to two (2) decimal places.

A. The assets of the Company will include (without limitation):

(a) all cash on hand or on deposit, including any interest thereon;

(b) all bills and demand notes and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

(c) all bonds, time notes, securities, units/shares in undertakings for collective investment ("UCIs"), shares, stock, debenture stocks, subscription rights, futures contracts, warrants, options, swaps and other investments and securities owned or contracted for by the Company;

(d) all stock, stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company (provided that the Company may make adjustments with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

(e) all dividends and distributions due to the Company in cash or in kind to the extent known to the Company (the Company may however adjust the valuation to fluctuations in the market value of securities due to trading practices such as trading ex-dividends or ex-rights);

(f) all accrued interest on any interest-bearing securities owned by the Company except to the extent such interest is included or reflected in the principal thereof;

(g) the preliminary expenses of the Company insofar as the same have not been written off; and

(h) all other assets of every kind and nature, including prepaid expenses.

The value of such assets shall be determined as follows:

(1) securities admitted to official listing on a Recognised Exchange or traded on another regulated market which operates regularly and is recognised and open to the public shall be valued on the basis of the mid-market price or, if the mid-market price is not available, the last traded price for those securities provided always that if for a specific security the mid-market or last traded price is not available or does not in the opinion of the Board or its delegate reflect their fair value, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the Board or by a competent person appointed by the Board;

(2) where a security is listed on several exchanges, the relevant market shall be the market that constitutes the main market, or one which the Board (or its appointed agent) determines provides the fairest criteria in a value for the investments or other assets. The value of any investment listed on a stock exchange but acquired or traded at a premium or at a discount outside the relevant stock exchange may be valued taking into account the level of premium or discount

as at the date of valuation of the investment. Such premium or discount shall be provided by an independent broker or market maker or if such prices are unavailable, by any appointed investment manager;

(3) the value of an asset may be adjusted by the Board (or its appointed agent) where such adjustment is considered necessary to reflect the fair value in the context of currency, marketability, dealing costs and/or such other considerations which are deemed relevant;

(4) non-listed securities shall be valued on the basis of price quotations of independent brokers/parties. In case there are no independent prices available, they shall be valued by the Board or by a competent person appointed by the Board with care and in good faith on the basis of their probable realisation value. In the case where the competent person may be a party connected with the Company or the relevant Sub-Fund or the Board, if any conflict should arise, it will be resolved fairly and in the best interests of Shareholders;

(5) cash and other liquid assets will be valued at their nominal value plus accrued interest;

(6) derivative contracts traded on a market shall be valued at the settlement price as determined by the market. If the settlement price is not available, the value shall be the probable realisation value estimated with care and in good faith by the Board or a competent person appointed by the Board. Derivatives contracts which are not traded on a market (such as swap agreements) will be valued on the basis of a price provided by a counterparty (on at least a daily basis). This value will be verified by a party independent of the counterparty, at least weekly. Alternatively, an over-the-counter derivative contract may be valued daily on the basis of a quotation from an independent pricing vendor with adequate means to perform the valuation or other competent person, firm or corporation (which may include any appointed investment manager) selected by the Board. Where this alternative valuation is used, the Board must follow international best practice and adhere to the principles on such valuations established by bodies such as the International Organisation of Securities Commissions and the Alternative Investment Management Association. Any such alternative valuation must be reconciled to the counterparty valuation on a monthly basis. Where significant differences arise, these must be promptly investigated and explained;

(7) forward foreign exchange contracts and interest rate swap contracts shall be valued in the same manner as derivative contracts which are not traded on a regulated market or by reference to the price at which a new forward contract of the same size and maturity could be undertaken;

(8) shares/units in UCIs not valued pursuant to paragraph (1) and (2) above shall be valued at the latest available bid price or at latest net asset value of the shares/units of the relevant UCI;

(9) the Board or its delegate may value securities having a residual maturity not exceeding six months using the amortised cost method of valuation;

(10) the Board or its delegate may, at its discretion in relation to any particular Sub-Fund which is a money market fund, value any investment using the amortised cost method of valuation.

The Board may from time to time adopt and update (a) valuation policy(ies) based on the principles set out above but which shall enable the Board (or its appointed agent) to proceed to a fairer valuation of (a) certain category(ies) of assets and/or of the assets of a particular Sub-Fund. Shareholders and noteholders shall be informed of the adoption or of the amendment of such valuation policy(ies), copies of which may be obtained free of charge from the registered office of the Company.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation of a specific asset in accordance with the valuation rules set out in (1) - (10) above, the Board (or its appointed agent) is entitled to use other generally recognised valuation methods (approved by the Board) in order to reach a proper valuation on that specific asset.

The value of each Sub-Fund may be recalculated without notice, in the event of extreme volatility in stock market movements, if the Board considers that such recalculation better reflects the value of each Sub-Fund.

The Board may, at its discretion, permit some other method of valuation to be used if it considers that such method of valuation better reflects the true value and is in accordance with good accounting practice.

The Board may decide to implement a dilution adjustment for subscriptions and redemptions of securities of a Sub-Fund on any Dealing Date (as defined in the sales documents of the Company) in order to mitigate the dilutive effect such transactions may have on such Sub-Fund. The dilution adjustment represents transaction costs incurred in the purchase and sale of a Sub-Fund's investments and the spread between the buying and selling prices of such investments. The Board will apply the dealing adjustment (if any) if the existing shareholders and noteholders (in case of subscriptions) or remaining shareholders and noteholders (in case of redemptions) might otherwise be adversely affected. As the dilution adjustment for each Sub-Fund (if any) will be calculated by reference to the costs of dealing spreads, which can vary with market conditions, the amount of dilution adjustment can vary over time.

B. The liabilities of the Company shall be deemed to include:

(a) all borrowings, bills and other amounts due (including accrued interest on borrowings);

(b) all administrative and other operating expenses due or accrued including all fees payable to the Depositary and any other representatives and agents of the Company, including but not limited to any appointed alternative investment fund manager and/or investment manager;

(c) all known liabilities due or not yet due, including the amount of dividends declared but unpaid;

(d) an appropriate amount set aside for taxes due on the date of valuation and other provisions or reserves authorised and approved by the Board covering among others liquidation expenses; and

(e) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by securities in the Company. In determining the amount of such liabilities, the Board shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, all operating expenses, including, but not limited to, administrative expenses (including the fees and expenses of any administrator), printing expenses, the costs of any documents made available to shareholders and/or noteholders, legal expenses, expenses associated with its investment program (including, without limitation, consulting and other professional fees relating to particular investments or contemplated investments, brokerage or other transaction costs, and clearing and settlement charges), insurance expenses, including costs of any liability insurance obtained on behalf of any Sub-Fund, internal and external accounting, audit and tax preparation expenses, registration with regulatory authorities, licensing (including certain research databases and software and certain administrative software), research-related expenses (including market data and quotation services), governmental filing fees, directors' fees and expenses, mailing costs for investor reports, interest, taxes, costs associated with any litigation or investigation involving any Sub-Fund's activities, indemnification expenses, any interest expense on any Sub-Fund borrowings (including, without limitation, borrowings of securities and borrowings to satisfy requests for redemptions by shareholders and/or noteholders), portfolio management and risk management fees, any extraordinary expenses, and costs and other expenses associated with the operation of any Sub-Fund.

For the purposes of the valuation of its liabilities, the Board may duly take into account all administrative and other expenses of a regular or periodical character by valuing them for the entire year or any other period and by dividing the amount concerned proportionately for the relevant fractions of such period.

C. There shall be established one pool of assets and liabilities for each Sub-Fund in the following manner:

a) if a Sub-Fund issues shares of two or more Classes, the assets attributable to such Classes will be invested in common pursuant to the specific investment objective, policy and restrictions of the Sub-Fund concerned;

b) within any Sub-Fund, the Board may determine to issue Classes subject to different terms and conditions, including, without limitation, Classes subject to (i) a specific distribution policy entitling the holders thereof to dividends or no distributions, (ii) specific subscription and redemption charges, (iii) a specific fee structure and/or (iv) other distinct features;

c) the net proceeds from the issue of each Sub-Fund are to be applied in the books of the Company to the pool of assets established for that Sub-Fund and the assets and liabilities and income and expenditure attributable thereto are applied to such pool subject to the provisions set forth below;

d) where any income or asset is derived from another asset, such income or asset is applied in the books of the Company to the same pool of assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value is applied to the relevant pool;

e) where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular pool or to any action taken in connection with an asset of a particular pool, such liability is allocated to the relevant pool;

f) if any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular pool, such asset or liability will be allocated to all the pools pro rata to their respective Net Asset Values, or in such other manner as the Board, acting in good faith, may decide; and

g) upon the payment of distributions to the holders of Securities of any category, the Net Asset Value of the securities of such category will be reduced by the amount of such distributions.

D. For the purpose of valuation under this Article:

(a) Securities of the Company to be redeemed in accordance with these Articles shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made, and from such time and until paid the price thereof shall be deemed to be a liability of the Company;

(b) Securities to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price thereof shall be deemed to be a debt due to the Company;

(c) all investments, cash balances and other assets of the Company expressed in currencies other than the reference currency in which the Net Asset Value per Security is calculated shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of the relevant Security; and

(d) effect shall be given on any Valuation Day to any purchases or sales of assets contracted for the Company on such Valuation Day to the extent practicable.

Art. 13. General Meetings of Shareholders and Noteholders of the Company. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all shareholders of the Company regardless of the Class of the shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg, at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 3 p.m. (Luxembourg Time) and for the first time in 2015. If such day is not

a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the immediately preceding bank business day. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders will meet upon call by the Board pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least 8 days prior to the meeting to each shareholder at the registered shareholder's address in the Register of Shareholders.

To the extent required by law, such notice shall, in addition, be published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*, Luxembourg (the "Mémorial"), in a Luxembourg newspaper and in such other newspaper as the Board may decide.

If, however, all of the shareholders are present or represented at a meeting of shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice or publication.

The quorum and notice periods required by law shall govern the conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share of whatever Class, regardless of the Net Asset Value per share within the Class, is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such proxy. Such proxy shall be deemed valid, provided that it is not revoked, for any reconvened shareholders' meeting.

Shareholders taking part in a meeting through video-conference or through other means of communication allowing their identification are deemed to be present for the purpose of computation of the quorum and votes. The means of communication used must allow all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and must allow an effective participation of all such persons in the meeting.

Each shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal, three boxes allowing the shareholder to vote in favour of, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

Voting forms which show neither a vote in favour, nor against the proposed resolution, nor an abstention, are void. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting which they are related to.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by a simple majority of the votes cast.

Votes cast shall not include votes attaching to shares but in respect of which the shareholders have not taken part in the vote or have abstained or have returned a blank or invalid vote.

The Board may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Meetings of noteholders may be held if required under and in accordance with applicable law. Noteholders will have such voting rights as are prescribed by applicable law.

Art. 14. General Meetings of Shareholders of a Sub-Fund or Class. The shareholders holding shares of the Class or Classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders holding shares of any Sub-Fund or Class may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such Sub-Fund or Class.

The provisions of Article 13, if applicable, shall apply *mutatis mutandis* to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class are passed by a simple majority of the votes cast.

Art. 15. Directors. The Company shall be managed by a board composed of not less than three members. Members of the Board need not be shareholders of the Company.

The Directors shall be appointed by the shareholders at their annual general meeting for a period determined by such meeting and not exceeding six (6) years and until their successors are elected and qualify, provided, however, that a Director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders. The shareholders shall further determine the remuneration of the Directors.

If a legal entity is appointed as Director, such legal entity must designate a physical person as its permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

In the event of a vacancy in the office of Director because of death, retirement or otherwise, the remaining Directors may elect, by majority vote, a Director to fill such vacancy until the next meeting of shareholders.

The Board from time to time may appoint the officers of the Company, including a general manager, and any assistant general managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated in these Articles, shall have the powers and duties given to them by the Board.

The Board may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to officers of the Company or to other third parties (whether physical persons or legal entities).

Art. 16. Board Meetings. The Board will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the shareholders. The Board shall meet upon call by the chairman or any two Directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and of the Board, but in his absence the shareholders or the Board may appoint another Director (and, in respect of shareholders' meetings, any other person) as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or facsimile or any other electronic means capable of evidencing such waiver of each Director. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing or by facsimile or any electronic means capable of evidencing such appointment, another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Directors may also participate in board meetings, and board meetings may be held, by telephone link, telephone conference, video conference or by telecommunication means allowing their identification, an effective participation of all such persons in the meeting, and allowing all persons participating in the meeting to hear one another on a continuous basis. The participation in a meeting by such means of communication shall constitute presence in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board.

Directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.

The Board can deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Decisions may also be taken by circular resolutions signed by all the Directors. Each Director shall approve such resolutions in writing, by telegram, telex, facsimile or any other similar means of communication. All documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by the secretary, or by two Directors.

Art. 17. Corporate Signature. The Company will be bound by the joint signature of any two Directors or by the individual signature of any person to whom signatory authority has been delegated by the Board.

Art. 18. Conflicts of Interest. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any Director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business, shall not, by reason of such connection and/or relationship with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any Director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such Director or officer shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such Director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders. This paragraph shall not apply where the decision of the Board relates to current operations entered into under normal conditions.

The term "personal interest", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving PineBridge Investments Ireland Limited, any subsidiary or affiliate thereof, or such other company or entity as may from time to time be determined by the Board at its discretion.

Art. 19. Indemnification of Directors and Officers. The Company may indemnify any Director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a Director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified. Such person shall be indemnified in all circumstances except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, any indemnity shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnity shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 20. Investment Policies and Restrictions. The Board shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the corporate and investment policy and the course of conduct of management and business affairs of each Sub-Fund and of the Company.

The Board shall also determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investments of each Sub-Fund and the Company.

Art. 21. Auditors. The Company shall appoint an authorized auditor ("réviseur d'entreprises agréé") who shall carry out the duties prescribed by the Law. The auditor shall be elected by the shareholders at their annual general meeting for a period ending at the next annual general meeting and until its successor is elected.

Art. 22. Depositary. The Company shall enter into a depositary bank agreement with a bank which shall satisfy the requirements of the Law (the "Depositary"). The Depositary shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by Law.

In the event of the Depositary desiring to retire, the Board shall use its best endeavours to find within two months a corporation to act as depositary and upon doing so the Directors shall appoint such corporation to be depositary in place of the retiring Depositary. The Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed in accordance with this provision to act in the place thereof.

If the circumstances so require, the opening of accounts in the name of the Company, as well as power of attorney on such accounts, shall be subject to the prior approval and/or ratification of the Board.

Art. 23. Accounting Year. The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall terminate on the last day of December of the same year, except that the first accounting year of the Company shall begin on the date of its incorporation and shall terminate on 31 December 2014. The accounts of the Company shall be expressed in US Dollars or such other currency or currencies, as the Board may determine pursuant to the decision of the general meeting of shareholders. Where there shall be different Classes as provided for in Article 5 hereof, and if the accounts within such Classes are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into US Dollars and added together for the purpose of determination of the accounts of the Company. To the extent legally required, a printed copy of the annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors' report and the notice of the annual general meeting, will be sent to registered shareholders or made available at the registered office of the Company not less than 15 days prior to each annual general meeting.

Art. 24. Distributions. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board in respect of each Class, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

The net assets of the Company may be distributed subject to the minimum capital of the Company as defined under Article 5 hereof being maintained.

Distribution of net investment income as aforesaid shall be made irrespective of any realised or unrealised capital gains or losses. In addition, dividends may include realised and unrealised capital gains after deduction of realised and unrealised capital losses.

Dividends may further, in respect of any Class, include an allocation from an equalisation account which may be maintained in respect of any such Class and which, in such event, will, in respect of such Class, be credited upon issue of shares and debited upon redemption of shares, in an amount calculated by reference to the accrued income attributable to such shares.

Interim dividends may at any time be paid on the shares of any Class out of the income attributable to the portfolio of assets relating to such Class upon decision of the Board.

The dividends declared may be paid in the reference currency of the relevant Class or in such other currency as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment.

Dividends may be reinvested on request of holders of registered shares in the subscription of further shares of the Class to which such dividends relate.

Payments may be made to holders of notes if provided for under and in accordance with the Conditions.

Art. 25. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 28 hereof. The Board may propose at any time to the shareholders to liquidate the Company.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-fourth of the votes of the shares represented at the meeting.

To the extent legally required, any decision to liquidate the Company shall be published in the Mémorial. As soon as the decision to liquidate the Company is taken, the issue, redemption or conversion of shares in all Classes shall be suspended.

The liquidation of the Company will be conducted by one or more liquidators, who may be individuals or legal entities and who will be appointed by a meeting of shareholders. This meeting will determine their powers and compensation. The net proceeds may be distributed in kind to the holders of shares.

Any liquidation of the Company shall be carried out in accordance with the provisions of Luxembourg law which specify the steps to be taken to enable shareholders to participate in the distribution of the liquidation proceeds and provides upon finalisation of the liquidation that the assets which could not be distributed to shareholders be deposited in escrow with the Caisse de Consignation to be held for their benefit. Amounts not claimed from escrow within the relevant prescription period will be liable to be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Art. 26. Dissolution, Amalgamation or Splitting of Sub-Funds or Classes. If the net assets of any Sub-Fund or Class/Series fall below or do not reach an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund or Class/Series to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund or Class/Series concerned justifies it, the Board has the discretionary power to liquidate such Sub-Fund or Class/Series by compulsory redemption of Securities of such Sub-Fund or Class/Series at the Net Asset Value per Security (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such a decision shall become effective. The decision to liquidate will be published by the Company prior to the effective date of the liquidation and the publication will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations. Unless the Board decides otherwise in the interests of, or in order to ensure equal treatment of, the shareholders and noteholders, the shareholders and noteholders of the Sub-Fund or Class/Series concerned may continue to request redemption of their Securities or conversion of their shares free of redemption or conversion charges (but taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses).

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a general meeting of shareholders and noteholders of any Sub-Fund or Class/Series may, upon proposal from the Board and with its approval, redeem all the Securities of such Sub-Fund or Class/Series and refund to the shareholders and noteholders the Net Asset Value of their Securities (taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses) determined as at the Valuation Day at which such decision shall take effect.

There shall be no quorum requirements for such a general meeting of shareholders and noteholders at which resolutions shall be adopted by simple majority of the votes cast, unless such redemption would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such meeting of shareholders and noteholders shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles.

Assets which could not be distributed to the relevant shareholders and noteholders will be deposited with the Caisse de Consignation, in accordance with Luxembourg laws and regulations, to be held for the benefit of the relevant shareholders and noteholders. Amounts not claimed will be forfeited in accordance with Luxembourg law.

Upon the circumstances provided for above, the Board may decide to allocate the assets of any Sub-Fund or Class/Series to those of another existing Sub-Fund or Class/Series within the Company or to another UCI, or to another sub-fund or class of shares/series of notes within such other UCI (the "new Sub-Fund or class/series") and to re-designate the Securities of the Sub-Fund or Class/Series concerned as Securities of the new Sub-Fund or class/series (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders and noteholders). Such decision will be notified to the shareholders and noteholders concerned (together with information in relation to the new Sub-Fund or class/series), one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable shareholders and noteholders to request redemption of their Securities or conversion of their shares, free of charge, during such period. After such period, the decision commits the entirety of shareholders and noteholders who have not used this possibility, provided however that, if the amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, such decision shall be binding only on the shareholders and noteholders who are in favour of such amalgamation.

Notwithstanding the powers conferred to the Board by the preceding paragraph, a contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class/Series to another Sub-Fund or Class/Series of the Company may be decided upon by a general meeting of the shareholders and noteholders of the contributing Sub-Fund or Class/Series, upon

proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast.

A contribution of the assets and liabilities attributable to any Sub-Fund or Class/Series to another UCI or to a sub-fund or class of shares/series of notes within such other UCI may also be decided by a general meeting of shareholders and noteholders of the contributing Sub-Fund or Class/Series, upon proposal from the Board and with its approval, for which there shall be no quorum requirements and which shall decide upon such an amalgamation by resolution adopted by simple majority of the votes cast, unless such contribution of the assets and liabilities to another UCI or to a sub-fund or class of shares/series of notes within such other UCI would result in the Company ceasing to exist, in which case resolutions during such general meeting shall be adopted with the quorum and majority requirements for changing these Articles, and except when such amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("fonds commun de placement") or a foreign based UCI, in which case resolutions shall be binding only on the shareholders and noteholders of the contributing Sub-Fund or Class/Series who have voted in favour of such amalgamation.

Art. 27. Co-Management and Pooling. The Board may authorise investment and management of all or any part of the portfolio of assets established for two or more Sub-Funds on a pooled basis, or of all or any part of the portfolio of assets of the Company on a comanaged, pooled or cloned basis with assets belonging to other Luxembourg collective investment schemes, all subject to appropriate disclosure and compliance with applicable regulations, and as more fully described in the sales documents of the Company.

Art. 28. Amendments. These Articles may be amended from time to time by a general meeting of shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg.

Art. 29. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time, and the Law.

Subscription and payment

The appearing party has subscribed and entirely paid up the following shares:

Shareholder	Subscribed Capital	Number of Shares
PineBridge Investments Holdings Limited Sàrl, prenamed	USD 45,000	45
TOTAL	USD 45,000	45

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever shall be borne by the Company and amount to three thousand Euros (3,000.-EUR).

Statements

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the Luxembourg Law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled.

Resolutions of the sole shareholder

The above named person representing the entire subscribed capital and considering itself as duly convened, has immediately taken the following resolutions:

First resolution

The following persons are appointed directors of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

- Kamala Anantharam, with professional address at 399 Park Avenue, NY, NY10022, New York USA;
- Anders Faergemann, with professional address at 33 St Mary Axe, London EC3A 8AA, United Kingdom;
- David Giroux, with professional address at 399 Park Avenue, NY, NY10022, New York USA;
- Alain Guérard, with professional address at 24 rue Beaumont, L-1219 Luxembourg; and
- George Hornig, with professional address at 399 Park Avenue, NY, NY10022, New York USA.

Second resolution

The following has been appointed auditor of the Company for a period ending on the date of the annual general meeting to be held in 2015:

PricewaterhouseCoopers, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Third resolution

The registered office of the Company is fixed at 47, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by name, surname, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: J. KOLBET et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 septembre 2014. Relation: LAC/2014/42078. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148319/821.

(140168826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

DuPont Holdco Spain II S.L., Sole Partner Company, Limited liability Spanish Corporation.

Registered office: calle Diagonal, 561, 08029, Barcelona, Spain.

Commercial Registry of Barcelona.

Spanish Tax Identification Number: B-62465117.

**MERGER PROPOSAL
(COMMON DRAFT TERMS OF CROSS-BORDER MERGER)**

1. DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., a société à responsabilité limitée established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 131.817, with a share capital of EUR 12,500

(hereafter the "Absorbing Company"),

and

2. DuPont Holdco Spain II S.L., Sole Partner Company, a limited liability Spanish corporation incorporated under the laws of Spain registered with the Commercial Registry of Barcelona, at Volume 34,143, Sheet 174, Page B-226587, with the Spanish Tax Identification Number B-62465117 and having its registered office at calle Diagonal, 561, 08029, Barcelona, Spain.

(hereafter the "Absorbed Company" and together with the Absorbing Company, the "Merging Companies")

declared the following:

(A) The Managers of the Absorbing company and the Sole Director of the Absorbed Company prepared these common draft terms of cross-border merger (the "Merger Proposal") in accordance with Article 261 and following of the law dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Law") and in accordance with Article 30 and following of Law 3/2009, of 3 April, on Structural Modifications of Companies (the "Spanish Law").

(B) The Managers of the Absorbing Company and the Sole Director of the Absorbed Company approved the cross-border merger of the Merging Companies and have decided to propose to the shareholders of the Merging Companies to merge the two aforementioned companies by contribution of all assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company (the "Merger").

(C) The Merger will facilitate the operating and ownership structure of the Absorbing Company and the group. It is part of the consolidation of the European business of the Dupont group with the aim of reducing the number of legal entities whilst keeping the current business structure. The Merger shall combine the legal, administration and distribution structure of the Dupont group in Europe in order to create synergies and reduce costs. These synergies and cost savings will be achieved, in particular, through the cessation of the local national entities in Europe and resulting reduction of administrative costs.

(D) The Absorbing Company and the Absorbed Company have the intention of entering into a take-over merger, which will consist of DUPONT HOLDCO SPAIN II, S.L. Sole Partner Company, being taken over by DUPONT HESPERANGE (LUXEMBOURG) S.à.r.l., by dissolution without liquidation of the Absorbed Company, and the transfer of all the latter's assets to the Absorbing Company, which acquires, by universal succession, the rights and obligations of the Absorbed Company.

(E) As the Absorbing Company is the wholly owner of 100% of the quotas in which the share capital of the Absorbed Company is divided, a simplified merger procedure may be applied, in accordance with Article 49.1 of the Spanish Law and articles 278 and following of Luxembourg Law, and consequently:

- It is not necessary to carry out any share capital increase in the Absorbing Company in order to integrate the Absorbed Companies' assets.

- It will not be necessary for the management bodies of the Merging Companies involved in the merger to request the relevant competent authority under applicable law to appoint independent experts to issue a report on the Merger Proposal.

- This Merger Proposal makes no reference to: (i) the type of procedure for exchanging the quotas of the Absorbed Company, and (ii) the date as from which the holders of the new Absorbing Company's shares will be entitled to participate in corporate profits, to the extent no new shares will be issued in relation to the Merger.

NOW THEREFORE IT IS AGREED that:

1. The Merging Companies.

The Absorbing Company:

Name: DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l.

Legal form: société à responsabilité limitée

Registered office: 5, rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg

Registration number: registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 131.817

The Absorbing Company was incorporated on 31 August 2007 pursuant to a deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2349 of 18 October 2007, having a share capital of EUR 12,500.

The issued share capital of the Absorbing Company is EUR 12,500 divided into 50 shares having a par value of EUR 250 each, all of which are fully paid up.

The Absorbed Company:

Name: DuPont Holdco Spain II S.L.

Legal form: limited liability Spanish Corporation

Registered office: calle Diagonal, 561, 08029, Barcelona, Spain

Registration number: registered with the Commercial Registry of Barcelona, at Volume 34,143, Sheet 174, Page B-226587, with the Spanish Tax Identification Number B-62465117.

The Absorbed Company was incorporated on 11 January 2001 under the name "Avdeco Dos, S.L." by means of the public deed granted before the Notary Public of Barcelona, Mr. José Bauza Corchs with the number 31 of his official list of records.

The issued share capital of the Absorbed Company is EUR 9,463, divided into 9,463 quotas with a nominal value of EUR 1 each, all of which are fully paid and are held by the Absorbing Company.

2. General Meeting of the Shareholders of the Absorbed Company and the Absorbing Company. It is proposed to the shareholders of the Absorbed Company and of the Absorbing Company (the "Shareholders") to approve the proposed Merger, whereby, in the context of its dissolution without liquidation, the Absorbed Company will transfer to the Absorbing Company all of its assets and liabilities, in accordance with Article 2, point 2 a) of the 2005/56/EC Directive of the European Parliament and of the Council of 26 October 2005 on cross-border mergers of limited liability companies (the "Directive"), Article 22 and following of the Spanish Law and Article 274 of the Luxembourg Law pursuant to an extraordinary general meeting of the shareholders of the Merging Companies (each a "Shareholders' Meeting" and together the "Shareholders' Meetings").

The Shareholders' Meeting of the Absorbing Company shall take place at the earliest one (1) month following the publication of the Merger Proposal in the Mémorial (the "Publication").

3. Effective Date of the Merger. The Merger shall, in accordance with Article 273ter of the Luxembourg Law, take effect between the Merging Companies and shall be effective against third parties from the date of the publication in the Mémorial of the Shareholders' Meeting of the Absorbing Company approving the Merger (the "Effective Date") (being understood that this date must be after the verifications referred to in Article 271 of the Luxembourg Law have been made by the notary).

4. Exchange ratio of the shares - terms of the delivery of the shares. As the Absorbing Company is the wholly owner of 100% of the quotas in which the share capital of the Absorbed Company is divided, a simplified merger procedure may be applied, in accordance with Article 49.1 of the Spanish Law and article 278 and following of Luxembourg Law, and consequently, this Merger Proposal makes no reference to the type of procedure for exchanging the quotas of the Absorbed Company.

5. Cancellation. As a result of the Merger, the Absorbed Company will be taken over by DUPONT HESPERANGE (LUXEMBOURG) S.à.r.l., by dissolution without liquidation of the Absorbed Company, and the transfer of all the latter's assets to the Absorbing Company, which acquires, by universal succession, the rights and obligations of the Absorbed Company.

6. The date as from which the operations of the Absorbed Company shall be treated for accounting purposes as being carried out on behalf of the Absorbing Company. For accounting purposes the operations of the Absorbed Company shall be treated as being carried out on behalf of the Absorbing Company starting from 15 December 2014.

7. The rights conferred by the Absorbing Company to shareholders having special rights and to the holders of securities other than shares, or the measures proposed concerning them. The Merging Companies have not issued any instruments, securities or shares of a special nature other than the shares held by their respective shareholders representing the share capital, and no special rights are attached to such shares. Therefore, as a result of the Merger, no special rights will be granted in the Absorbing Company to any shareholder or holders of special rights different from the shares and, consequently, they are not offered any kind of option.

8. Any special advantages granted to the independent auditors and/or experts, to the members of the administrative, management, supervisory or controlling bodies and to the supervisory auditors. No special advantages are granted to any person (including the members of the Managers or the supervisory auditor (commissaire aux comptes) or the approved statutory auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Absorbing Company or the Absorbed Company.

In accordance with Articles 49.1 of the Spanish Law and article 278 of Luxembourg Law, to the extent the Absorbing Company is the owner of 100% of the shares in which the share capital of the Absorbed Company is divided, it will not be necessary for the managing bodies of the Companies involved in the merger to (i) pursuant to Spanish law, request the Companies Registrar to appoint an independent expert to issue a report on the Merger Proposal or to (ii) pursuant to Luxembourg law, appoint independent expert(s) to draw up a report in accordance with article 266 of Luxembourg law.

9. Description of the likely consequences of the Merger on employment, as well as its possible gender impact on the management bodies and the incidence it may have on the company's corporate social responsibility. It is stated that for the record that neither the Absorbing Company nor the Absorbed Company have employees.

The Companies involved in the merger are managed by the following management bodies:

- Absorbing Company:

The Absorbing Company is managed and administered by its Managers:

- 1) Mr. Metzdorf Claude, with address at 18, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen, Grand Duchy of Luxembourg,
- 2) Mrs. Ermel Agnes with address at 24, Um Goldbierchen, L-5720 Aspelt, Grand Duchy of Luxembourg,
- 3) Mr. Steffes Paul, with address at 25, rue Weiler-la-Tour, L-5760 Hassel, Grand Duchy of Luxembourg.

- Absorbed Company:

The Absorbed Company is managed and administered by a Sole Director, Mr. Enrique Macian Cardete.

It is stated for the record that, following the merger, the same Management Body of the Absorbing Company that currently exists will continue to be the Management Body of the company resulting from the merger, no new directors being proposed as a result of the merger.

Therefore, the Company resulting from the merger will be managed and administered by the current managing body of the Absorbing Company.

It is also stated for the record that this merger will have no gender impact on the Company's Management Bodies, nor shall it affect its corporate social responsibility.

10. Where appropriate, information on the procedures by which arrangements for the involvement of employees are determined by the implementation of the Directive on cross-border merger of limited liability companies. Not applicable. Neither Article L.426-13 nor Article L.426-14 of the Luxembourg Labour Code shall apply to the Merger. Due to the absence of employees, no employee participation rights exist at the level of the Absorbed Company and the Absorbing Company.

11. Impact of the Merger on employment contributions or on the ancillary obligations in the Absorbed Company and the compensations to be given, where appropriate, to the shareholders affected in the resulting company. As a result of the proposed merger, the Absorbed Company will be dissolved (without liquidation), all its assets being transferred en bloc to the Absorbing Company, by universal succession.

In this sense, it is stated for the record that there are no employment contributions nor ancillary obligations in the Absorbed Company. Likewise, no compensations will be given in favour of the shareholders affected in the Absorbing Company.

12. Dates of the Merging Companies' accounts used to establish the conditions of the Merger. Merger Balance Sheets. The conditions of the Merger have been determined on the basis of the interim accounts dated as of 31 August 2014 for the Absorbing Company.

In accordance with Article 36 of the Spanish Law, the merger balance sheet of the Absorbed Company is the interim accounts of the company closed on 31 August 2014.

The interim accounts were prepared using the same method and in the same presentation as the Merging Companies' last annual balance sheet.

Pursuant to the provisions of Article 37 of the Spanish Law, it is hereby stated for the record that:

(i) The Merging Companies are not obliged to be audited.

(ii) The Merger Balance Sheets of the Merging Companies shall be submitted to the approval of the General Shareholders Meeting and/or the Sole Partner of the Merging Companies, previously to the approval of the proposed merger, where applicable.

13. Information on the evaluation of the assets and liabilities which are transferred to the Absorbing Company. The assets and liabilities of the Absorbed Company have been valued up by the Sole Director of the Absorbed Company itself.

- Methodology and basis for determination of the value of the Absorbed Company

The Absorbed Company used the book value to value the assets.

According to the Managers of the Absorbing Company and the Sole Director of the Absorbed Company, the valuation method used will allow for the most objective and accurate valuation of the Absorbed Company.

- Value of the assets of the Absorbed Company

Euro 613.177.000

14. Tax regime. The Merger will be subject to the general tax regime in Spain in accordance with article 15 of the Corporate Income Tax Law (Real Decreto Legislativo 4/2004, de 5 de marzo) currently in force (or the equivalent article in case a new Corporate Income Tax Law enter into force before the Merger is effective). In this regard, the absorbed Company and the absorbing Company agree that no tax deferral should arise upon this merger.

15. Effects of the Merger from a legal perspective. The Merger entails ipso jure and simultaneously the following consequences:

(1) the universal transfer, both as between the Absorbed Company and the Absorbing Company and with regards to third parties, of the totality of the assets and liabilities of the Absorbed Company to the Absorbing Company;

(2) the Absorbed Company ceases to exist, without being liquidated;

(3) the cancellation of the shares of the Absorbed Company held by the Absorbing Company or the company being absorbed or by any person acting in his own name but on behalf of either of those companies.

16. Creditors protection. As a result of the Merger, the Absorbing Company shall support all the liabilities of the Absorbed Company as from the Effective Date.

As a consequence and in compliance with Article 268 of the Luxembourg Law, the creditors of the Merging Companies, whose claims antedate the date of publication of the deeds recording the Merger provided for by Article 273 of the Luxembourg Law, are entitled to apply for adequate safeguards within two months after that publication to the judge presiding the chamber of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters in the Luxembourg-city district and sitting as in urgency matters, where the cross-border Merger would make such protection necessary. The president of the court shall reject the application if the creditor is already in possession of adequate safeguards or if such safeguards are unnecessary, having regard to the assets and liabilities of the company after the Merger.

Further information on the creditors protection applicable to the creditors of the Absorbing Company can be obtained free of charge at the registered office of the Absorbing Company.

In accordance with Article 44 of the Spanish Law, the creditors of the Absorbed Company may object to the merger approved by said companies in the following month after the date on which the merger approval's advertisement has been published.

17. Articles of incorporation of the Absorbing Company. The articles of incorporation of the Absorbing Company, a copy of which is attached as Schedule I, will not be subject to any amendments in connection with the contemplated Merger.

18. Documents. In accordance with Article 267 of the Luxembourg Law and Article 39 of the Spanish Law, the following documents shall be kept at the disposal of the shareholders of each Merging Companies at the registered office of both companies at least one month before the holding of the Shareholders' Meeting called to decide on the Merger Proposal (in the case of Luxembourg Law) and prior to the call of the General Shareholders Meeting which must approve the Merger (in case of the Spanish Law):

(i) the Merger Proposal, including its Schedule(s);

(ii) the annual accounts and the report (including the reports of the management bodies) of Merging Companies for the last three financial years, with an opinion and report of an auditor, if such opinion and report were prepared;

(iii) the interim accounts of the Merging Companies;

(iv) the reports of the management bodies of the Merging Companies;

- (v) the corporate By-Laws of the Absorbed Company in force duly attached to public deed or relevant agreements;
- (vi) the full contents of the By-Laws of the Absorbing Company;
- (vii) the identity of the managing bodies of the Merging Companies participating in the Merger, as well as the date on which they assumed their positions.

Copies thereof may be obtained on request, free of charge.

19. Miscellaneous. For the purpose of the fulfilment of the publication formalities provided by (i) Article 262 (2) a) and b) of the Luxembourg Law, please refer to clause 1) above, and (ii) for Article 262 (2) c) of the Luxembourg Law, please refer to clause 16) above.

20. Languages. This document is worded in English followed by a French and Spanish version. In case of divergences between the English and the French or Spanish text, the English version shall prevail.

21. Annexes. Annexes to this proposal form an integrated part of this Merger Proposal.

Luxembourg, 10 September 2014.

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l.
Paul Steffes
Manager

Barcelona, 10 September 2014.

DuPont Holdco Spain II S.L.
Mr. Enrique Macian Cardette
The Sole Director

Annex

ARTICLES OF INCORPORATION OF THE ABSORBING COMPANY

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

Art. 1. There is established by the appearing party a limited liability company (“société à responsabilité limitée”) governed by the law of August 10th, 1915, on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation.

The Company has initially a single shareholder, owner of all the shares. The Company may at any time have several shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

Art. 2. The sole object of the Company is the holding of participations in Luxembourg and/or in foreign companies, as well as the administration, development and management of its portfolio. In a general fashion the Company may carry out any industrial, commercial, financial, personal or real estate property transactions which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company will exist under the denomination of DuPont HESPERANGE (LUXEMBOURG) S.à.r.l.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders, as the case may be.

Art. 5. The registered office is established in Contern, Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Art. 6. The capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), represented by fifty (50) shares of a par value of two hundred and fifty Euro (EUR 250.-).

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium amount paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 7. The capital may at any time be amended by decision of the single shareholder or pursuant to a resolution of the general meeting of the shareholders, as the case may be.

Art. 8. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of the shareholders.

If the Company has only one shareholder, the latter exercises all powers which are granted by law and the articles of incorporation to the general meeting of the shareholders.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the articles of incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of the shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event, for whatever reason, request that seals be affixed on the assets and documents of the Company or an inventory of assets be ordered by court; they must, for the exercise of their rights, refer to the Company's inventories and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of the shareholders, as the case may be.

Art. 9. Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a single person who shall act as agent on behalf of the Company, whether appointed amongst them or not.

Art. 10.

1. Transfer of shares when the Company is composed of a single shareholder. The single shareholder may transfer freely its shares.

2. Transfer of shares when the Company is composed of several shareholders.

The shares may be transferred freely amongst shareholders.

The shares can be transferred by living persons to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of the shareholders representing at least three quarters of the corporate capital.

Art. 11. The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal.

When the Company is composed of more than one shareholder, the transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

Art. 12. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

Art. 13. The Company is managed and administered by one or several managers, whether shareholders or not.

Each manager is appointed for a limited or unlimited duration by the single shareholder or by the general meeting of the shareholders.

While appointing the manager(s), the single shareholder or the general meeting of the shareholders sets their number, the duration of their tenure and, as the case may be, the powers and competence of the managers.

The single shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to remove a manager, with or without cause. Each manager may as well resign. The single shareholder or the shareholders decide upon the compensation of each manager.

Art. 14. Each of the managers individually has the broadest powers to carry out any act of administration, management or disposal concerning the Company, whatever the nature or size of the operation, provided that it falls within the object of the Company. Each of the managers has the social signature and is empowered to represent the Company in court either as plaintiff or defendant.

Art. 15. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a manager, as well as its resignation or removal for any cause does not put the Company into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a manager may in no event have seals affixed on the assets and documents of the Company.

Art. 16. No manager commits itself, by reason of its functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company. It is only liable for the performance of its duties.

Art. 17.

1. When the Company is composed of a single shareholder, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of the shareholders.

Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

2. If the Company is composed of several shareholders, the decisions of the shareholders are taken in a general meeting or, if there are no more than twenty-five shareholders, by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the management to the shareholders by registered mail.

In this latter case, the associates are under the obligation to cast their written vote and mail it to the Company, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution.

No decision is validly taken, unless it is approved by shareholders representing together half of the corporate capital.

All amendments to the present articles of incorporation have to be approved by shareholders representing together three quarters of the corporate capital.

Art. 18. The decisions of the single shareholder or of the general meeting of the shareholders are documented in writing, recorded in a register and kept by the management at the registered office of the Company. The votes of the shareholders and the power-of-attorneys are attached to the minutes.

Art. 19. If the Company has several shareholders, the shareholders may resolve that the operations of the Company shall be supervised by a statutory auditor.

Such statutory auditor need not be a shareholder and shall be elected by the annual general meeting of the shareholders for a period ending at the date of the next annual general meeting of the shareholders.

Any statutory auditor in office may be revoked at any time by the shareholders with or without cause.

Art. 20. The financial year begins on the 1st January of each year and ends on 31st December of the same year. The first financial year starts on the present date and ends on 31st December 2007.

Art. 21. Each year, on 31st December, the accounts are closed, the management draws up an inventory of assets and liabilities, the balance-sheet and the profit and loss account, in accordance with the law. The balance-sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder, or as the case may be, to the general meeting of the shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse the financial documents at the registered office of the Company within a time period of fifteen days preceding the deadline set for the general meeting.

Art. 22. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

The balance of the next profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 23. Interim dividends may be distributed in accordance with, and in the form and under the conditions set forth by the Law.

Art. 24. At the time of winding up of the Company, for any cause and at any time, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the single shareholder or by the general meeting of the shareholders, as the case may be, who will set the powers and compensation of the liquidator(s).

Art. 25. All matters not provided by the present articles are determined in accordance with applicable laws.

Suit la version française du texte qui précède:

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: 5, rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand-Duché du Luxembourg.

Capital social: EUR 12.500.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

DuPont Holdco Spain II S.L., Sole Partner Company, Société à responsabilité limitée de droit espagnol.

Siège social: calle Diagonal, 561, 08029, Barcelona, Spain.

Registre de Commerce de Barcelone.

Numéro d'Identification Fiscal Espagnol: B-62465117.

**PROJET DE FUSION
(PROJET COMMUN DE FUSION TRANSFRONTALIÈRE)**

1. DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social est situé au 5, rue Général Patton, L-5326 Contern, au Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 131.817, avec un capital social de EUR 12.500

(ci-après, la «Société Absorbante»),

et

2. DuPont Holdco Spain II S.L., Sole Partner Company, une société à responsabilité limitée de droit espagnol, dont le siège social est situé au calle Diagonal, 561, 08029, Barcelone, Espagne, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Barcelone sous volume 34.143, feuille 174, page B-226587, portant le numéro d'identification fiscal espagnol: B-62465117

(ci-après, la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés qui Fusionnent»)

ont déclaré ce qui suit:

(A) Les Gérants de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société Absorbée ont préparé le présent projet commun de fusion transfrontalière (le «Projet de Fusion») conformément aux articles 261 et suivants de la loi du

10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise») et conformément à l'article 30 et suivants de la loi 3/2009 du 3 avril sur les Modifications Structurelles des Sociétés (ci-après, la «Loi Espagnole»).

(B) Les Gérants de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société Absorbée, ont approuvé la fusion transfrontalière des Sociétés qui Fusionnent et ont décidé de proposer aux actionnaires des Sociétés qui Fusionnent de fusionner les deux sociétés précitées par l'apport de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante (la «Fusion»).

(C) La Fusion simplifiera l'exécution et le fonctionnement de la structure d'actionariat de la Société Absorbante et du groupe. Parmi la consolidation de l'activité européenne du groupe Dupont, compte l'objectif de réduire le nombre d'entités légales tout en gardant la structure commerciale actuelle. La Fusion consiste en l'union de la structure légale, d'administration et de distribution du groupe Dupont en Europe afin de créer des synergies et réduire les coûts. Ces synergies et la réduction de coûts seront en particulier atteintes, par la cessation d'activités des entités nationales locales en Europe et par la réduction des coûts administratifs qui en résulte.

(D) La Société Absorbante et la Société Absorbée ont l'intention de procéder à une fusion par absorption, dont DUPONT HOLDCO SPAIN II, S.L. actionnaire unique, est absorbée par DUPONT HESPERANGE (Luxembourg) S.à.r.l., par dissolution sans liquidation de la Société Absorbante, et le transfert de tous les actifs de cette dernière au profit de la Société Absorbante, qui acquiert, par succession universelle, les droits et obligations de la Société Absorbée.

(E) Dans la mesure où la Société Absorbante détient intégralement 100% des actions du capital de la Société Absorbée, une procédure de fusion simplifiée sera appliquée, conformément à l'article 49.1 de la Loi Espagnole et des articles 278 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, et par conséquent:

- Il n'est pas nécessaire de procéder à une augmentation de capital dans la Société Absorbante afin d'intégrer les actifs de la Société Absorbée.

- Il ne sera pas nécessaire que les organes de gestion des Sociétés qui Fusionnent, demandent à l'autorité compétente, en vertu de la loi applicable, de désigner un expert indépendant en vue de l'établissement d'un rapport sur le Projet de Fusion.

- Ce Projet de Fusion ne porte aucune référence sur: (i) le type de procédure d'échange des actions de la Société Absorbée, et (ii) la date à partir de laquelle les détenteurs de parts de la nouvelle Société Absorbante, seront en droit de participer aux bénéfices sociétaires, dans la mesure où il n'y a pas d'émission de nouvelles actions dans le cadre de la fusion.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU que:

1. Les Sociétés qui Fusionnent.

La Société Absorbante:

Nom: DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l.

Forme juridique: société à responsabilité limitée

Siège social: 5, rue Général Patton, L-5326 Contern, Grand-Duché du Luxembourg

Numéro d'immatriculation: immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 131.817

La Société Absorbante a été constituée le 31 août 2007 par acte de Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2349 du 18 octobre 2007, dont le capital social s'élève à 12.500 EUROS.

Le capital social souscrit de la Société Absorbante s'élève à 12.500 EUROS divisé en 50 parts ayant chacune une valeur de 50 EUR, et qui ont toutes été intégralement libérées.

La Société Absorbée:

Nom: DuPont Holdco Spain II S.L.

Forme juridique: société espagnole à responsabilité limitée

Siège social: calle Diagonal, 561, 08029, Barcelone, Espagne

Numéro d'immatriculation: immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Barcelone, au Volume 34.143, feuille 174, page B-226587, portant le numéro d'identification Fiscal Espagnol: B-62465117.

La Société Absorbée a été constituée le 11 janvier 2001, sous la raison sociale «Avdeco Dos, S.L.» suivant acte notarié par-devant le notaire public de Barcelone, Monsieur José Bauza Corchs portant le numéro 31 de sa liste officielle des inscriptions.

Le capital social souscrit de la Société Absorbée s'élève à 9.463 EUROS divisé en 9,463 quotas ayant chacun une valeur nominale de 1 EUR, qui ont été intégralement libérés et détenus par la Société Absorbée.

2. Assemblée générale des Actionnaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante. Il est proposé aux actionnaires de la Société Absorbée et de la Société Absorbante (les «Actionnaires») d'approuver la Fusion proposée, par laquelle, dans le cadre de sa dissolution sans liquidation, la Société Absorbée transférera à la Société Absorbante l'ensemble de son patrimoine actif et passif, conformément à l'article 2, point 2 a) de la directive 2005/56/CE du Parlement européen

et du Conseil, du 26 octobre 2005, sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux (la «Directive»), Article 22 et suivants de la Loi Espagnole et à l'article 274 de la Loi Luxembourgeoise, en vertu d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires des Sociétés qui Fusionnent (chacune une «Assemblée Générale» et ensemble les «Assemblées Générales»).

Les Assemblées Générales se tiendront au plus tôt un (1) mois à compter de la publication du Projet de Fusion au Mémorial (la «Publication»).

3. Date de Prise d'Effet de la Fusion. Conformément à l'article 273ter de la Loi Luxembourgeoise, la Fusion prendra effet, entre les Sociétés qui Fusionnent et sera opposable aux tiers à compter de la date de publication au Mémorial de l'Assemblée Générale de la Société Absorbante approuvant la Fusion (la «Date de Prise d'Effet») (étant entendu que cette date doit intervenir après que les vérifications visées à l'article 271 de la Loi Luxembourgeoise aient été faites par le notaire).

4. Rapport d'échange des actions - modalités de remise des actions. Dans la mesure où la Société Absorbante détient 100% des quotas du capital de la Société Absorbée, une procédure de fusion simplifiée sera appliquée, conformément à l'article 49.1 de la Loi Espagnole et des articles 278 et suivants de la Loi Luxembourgeoise, et par conséquent, le présent projet de fusion ne porte aucune référence sur le type de procédure d'échange des quotas de la Société Absorbée.

5. Annulation. À la suite de la Fusion, la Société Absorbée sera absorbée par DUPONT HESPERANGE (Luxembourg) S.à r.l., par dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, et le transfert de tous les actifs de cette dernière au profit de la Société Absorbante, qui acquiert, par succession universelle, les droits et obligations de la Société Absorbée.

6. La date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront traitées à des fins comptables, accomplis pour le compte de la Société Absorbante. A des fins comptables, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme étant accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 15 décembre 2014.

7. Les droits conférés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux et aux porteurs de titres autres que des actions, ou les mesures proposées à leur égard. Les Sociétés qui Fusionnent n'ont pas émis d'instruments ou de titres autres que les parts de nature spécifique, détenues par leurs actionnaires respectifs et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts représentant le capital social, et aucun droit spécial n'est attaché à ces parts. Par conséquent, à l'issue de l'opération de Fusion, aucun droit spécial ne sera accordé aux associés de la Société Absorbante ou aux titulaires de droits spéciaux, se différenciant des parts et, en conséquence, aucun droit optionnel ne leur est reconnu.

8. Les avantages particuliers attribués aux commissaires aux comptes indépendants et/ou des experts, aux membres de l'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des commissaires aux comptes et de surveillance. Aucun avantage particulier n'est attribué à qui que ce soit en ce compris les membres du conseil de gérance ou le commissaire aux comptes ou le réviseur d'entreprises agréé de la Société Absorbante ou la Société Absorbée.

Conformément à l'article 49.1 de la Loi Espagnole et à l'article 278 de la Loi Luxembourgeoise, dans la mesure où la Société Absorbante est détentrice de 100% des parts du capital dans lequel la Société Absorbée est divisé, il ne sera pas nécessaire pour les organes de gestion des Sociétés impliquées dans la Fusion, (i) conformément à la Loi Espagnole, de demander aux Registre des Sociétés de désigner un expert indépendant en vue d'établir un rapport portant sur le Projet de Fusion ou (ii) conformément à la Loi Luxembourgeoise, de désigner un expert indépendant d'établir un rapport en conformité à l'article 266 de la Loi Luxembourgeoise.

9. Description des effets probables de la Fusion sur l'emploi, ainsi que l'impact possible sur les organes de gestion et l'incidence probable sur la responsabilité sociale de la société. Il est mentionné que ni la Société Absorbante, ni la Société Absorbée n'ont des employés.

Les Sociétés qui Fusionnent sont gérées par les organes de gestion suivants:

- La Société Absorbante:

La Société Absorbante est gérée et administrée par ses Gérants:

- 1) Monsieur Metzdorf Claude, demeurant à 18, rue de la Solidarité, L-8020 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg,
- 2) Madame Ermel Agnes, demeurant à 24, Um Goldbierchen, L-5720 Aspelt, Grand-Duché de Luxembourg,
- 3) Monsieur Steffes Paul, demeurant à 25, rue Weiler-la-Tour, L-5760 Hassel, Grand-Duché de Luxembourg.

- La Société Absorbée:

La Société Absorbée est gérée et administrée par un administrateur unique, Monsieur Enrique Macian Cardete.

Il est mentionné qu'à la suite de la fusion, l'Organe de gestion de la Société Absorbante actuellement en fonction, continuera à être l'Organe de gestion de la société découlant de la fusion. La désignation de nouveaux gérants n'est pas proposée à l'issue de cette fusion.

Par conséquent, la Société issue de la Fusion continuera à être gérée et administrée par les organes de gestion de la Société Absorbante actuellement en fonction.

En outre, il est mentionné que cette fusion n'aura aucun impact sur l'égalité entre hommes et femmes concernant les organes de gestion de la Société, ni n'affectera la responsabilité sociale de la société.

10. Le cas échéant, des informations sur les procédures selon lesquelles les modalités relatives à l'implication des travailleurs sont fixées en application de la Directive sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux. Non applicable. Ni l'article 426-13 ni l'article 426-14 du Code de travail luxembourgeois ne sont applicables à la Fusion. En raison de l'absence de travailleurs, aucun droit de participation des travailleurs n'existe au niveau de la Société Absorbée ou de la Société Absorbante.

11. Impact de la Fusion sur les contributions de l'emploi ou sur les obligations auxiliaires dans la Société Absorbée et les compensations devant être accordées, le cas échéant, aux associés affectés à la société y résultant. Suite à la fusion proposée, la Société Absorbée va être dissoute (sans liquidation), tous les actifs seront transmis en bloc par succession universelle au profit de la Société Absorbante.

A cet effet, il est mentionné qu'il n'y a lieu ni à des contributions de l'emploi ni à des obligations auxiliaires de la Société Absorbée. De même, aucune compensation n'aura lieu au profit des actionnaires affectés à la Société Absorbante.

12. Dates des comptes des Sociétés qui Fusionnent utilisés pour définir les conditions de la Fusion - le Bilan de Fusion. Les conditions de la Fusion ont été fixées sur la base des comptes intérimaires datés au 31 août 2014 pour la Société Absorbante.

Conformément à l'article 36 de la Loi Espagnole, le bilan de fusion de la Société Absorbée constitue les comptes intérimaires de la société clôturée en date du 31 août 2014.

Les comptes intérimaires ont été préparés selon la même méthode et la même présentation que le dernier bilan annuel des Sociétés qui Fusionnent.

Conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi Espagnole, il est mentionné que:

- (i) Les Sociétés qui Fusionnent ne sont pas soumises à une obligation de révision de leurs comptes
- (ii) Les bilans des Sociétés qui Fusionnent sont soumis à l'approbation de l'Assemblée générale et/ou de l'associé unique des Sociétés qui Fusionnent, le cas échéant préalablement à l'approbation de la fusion proposée.

13. Informations concernant l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la Société Absorbante. Le patrimoine actif et passif de la Société Absorbée a été évalué par l'associé unique de la Société Absorbée elle-même.

- Méthodologie et base utilisées pour la détermination de la valeur de la Société Absorbée

La Société Absorbée a utilisé la valeur comptable pour évaluer le patrimoine actif.

Selon le conseil de gérance de la Société Absorbante et l'administrateur unique de la Société Absorbée, la méthode d'évaluation utilisée permettra l'évaluation la plus objective et exacte de la Société Absorbée.

- Valeur du patrimoine actif de la Société Absorbée

613.177.000 Euros

14. Le régime fiscal. La Fusion sera soumise sous le régime fiscal général en Espagne conformément à l'article 15 de la loi sur l'Impôt Fiscal sur les Revenus des Sociétés (Real Decreto Legislativo 4/2004, de 5 de marzo) en vigueur (ou le cas échéant l'article équivalent, au cas où nouvelle législation sur l'Impôt Fiscal sur les Revenus des Sociétés entrerait en vigueur avant que la fusion devienne effective). A cet égard, la Société Absorbée et la Société Absorbante conviennent qu'aucun report d'impôt ne devrait avoir lieu sur cette fusion.

15. Effets de la Fusion d'un point de vue juridique. La Fusion entraîne de plein droit et simultanément les effets suivants:

- (1) la transmission universelle, tant entre la Société Absorbée et la Société Absorbante qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante;
- (2) la Société Absorbée cesse d'exister, sans être liquidée;
- (3) l'annulation des actions de la Société Absorbée détenues par la Société Absorbante ou par la société étant absorbée ou encore par une personne agissant en son nom propre mais pour le compte de l'une de ces sociétés.

16. Protection des créanciers. À la suite de la Fusion, la Société Absorbante supportera toutes les dettes de la Société Absorbée à compter de la Date de Prise d'Effet.

Par conséquent et conformément à l'article 268 de la Loi Luxembourgeoise, les créanciers des Sociétés qui Fusionnent, dont la créance est antérieure à la date de publication des actes constatant la Fusion prévus à l'article 273 de la Loi Luxembourgeoise, peuvent, dans les deux mois de cette publication, demander au magistrat président la chambre du Tribunal d'Arrondissement siégeant en matière commerciale et comme en matière de référé, la constitution de sûretés au cas où la Fusion transfrontalière rendrait cette protection nécessaire. Le président du tribunal rejettera cette demande si le créancier dispose déjà de garanties adéquates ou si celles-ci ne sont pas nécessaires, compte tenu du patrimoine actif et passif de la société après la Fusion.

De plus amples informations concernant la protection des créanciers applicable aux créanciers de la Société qui Fusionne concernée peuvent être obtenues sans frais au siège social de chacune des Sociétés qui Fusionnent.

Conformément à l'article 44 de la Loi Espagnole, les créanciers de la Société Absorbée peuvent s'opposer à la fusion approuvée par lesdites sociétés dans le mois suivant la date après laquelle l'approbation de la fusion a été publiée.

17. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts de la Société Absorbante, dont une copie est jointe à l'Annexe I, ne seront soumis à aucune modification dans le cadre de la Fusion envisagée.

18. Documents. Conformément à l'article 267 de la Loi Luxembourgeoise et l'article 39 de la Loi Espagnole, les documents suivants doivent rester à la disposition des associés de chacune des Sociétés qui Fusionnent au siège social des deux sociétés, au moins un mois avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur le Projet de Fusion (dans le cadre de la Loi Luxembourgeoise) et avant la convocation de l'Assemblée Générale qui doit approuver la Fusion (dans le cadre de la Loi Espagnole):

- (i) le Projet de Fusion, y compris ses/son Annexe(s);
- (ii) les comptes annuels ainsi que les rapports (y compris les rapports de gestion) des trois derniers exercices des Sociétés qui Fusionnent, accompagnés d'un avis et d'un rapport d'expert, si cet avis et ce rapport ont été préparés;
- (iii) les comptes intérimaires des Sociétés qui Fusionnent;
- (iv) les rapports des organes de gestion des Sociétés qui Fusionnent;
- (v) les statuts en vigueur de la Société Absorbée dûment attachés à l'acte notarié ou les accords pertinents;
- (vi) le contenu intégral des statuts de la Société Absorbante;
- (vii) l'identité des organes de gestion des Sociétés qui Fusionnent prenant part à la Fusion, ainsi que la date à laquelle ils ont arrêté leur position.

Copie desdits documents peut être obtenue sur demande et sans frais.

19. Divers. Pour les besoins des formalités de publication prévues à (i) l'article 262 (2) a) et b) de la Loi Luxembourgeoise, veuillez-vous reporter à la clause 1) ci-dessus, et (ii) pour l'article 262 (2) c) de la Loi Luxembourgeoise, veuillez-vous reporter à la clause 16) ci-dessus.

20. Langues. Le présent document a été rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française et espagnole. En cas de divergences entre les versions anglaise et française ou espagnole, la version anglaise fera foi.

21. Annexes. Les annexes à ce projet font parties intégrantes du Projet de fusion.

Annexe

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

Art. 1^{er}. Il est formé par la partie comparante une société à responsabilité limitée, régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts.

La Société comporte initialement un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales. La Société peut, à toute époque, comporter plusieurs associés, par suite, notamment, de la cession ou la transmission desdites parts ou par la création de parts nouvelles.

Art. 2. La Société a pour seul objet la prise de participations dans toutes sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de son portefeuille.

D'une manière générale la Société pourra effectuer toute opération industrielle, commerciale ou financière, mobilière ou immobilière qu'elle jugera être utile à l'accomplissement et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société prend la dénomination sociale de DuPont HESPERANGE (LUXEMBOURG) S.à.r.l.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute à toute époque par décision de l'associé unique ou par résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 5. Le siège social est établi à Contern, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cinquante (50) parts sociales d'une valeur au pair de deux cent cinquante euros (EUR 250,-).

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées par une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affectée à la réserve légale.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou résolution adoptée par l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices et l'actif de la Société et une voix à l'assemblée générale des associés.

Si la Société comporte seulement un associé unique, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont dévolus par la loi et les statuts à l'assemblée générale des associés.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés.

Les créanciers ou ayants droit de l'associé unique ou de l'un des associés ne peuvent en aucun cas, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni faire procéder à aucun inventaire judiciaire des actifs sociaux; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires de la Société et aux décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Art. 10.

1. Cession en cas d'associé unique.

L'associé unique peut transférer librement ses parts sociales.

2. Cession en cas de pluralité d'associés.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément de l'assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 11. La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 12. L'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire de l'associé unique ou de l'un des associés n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 13. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés.

Chaque gérant est nommé avec ou sans limitation de durée par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés.

Lors de la nomination du ou des gérants, l'associé unique ou l'assemblée générale des associés fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, le cas échéant, les pouvoirs et attributions des différents gérants.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale des associés pourra décider la révocation du gérant, avec ou sans motifs. Chaque gérant peut pareillement se démettre de ses fonctions. L'associé unique ou les associés décident de la rémunération du gérant.

Art. 14. Chacun des gérants pris individuellement a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration, de gestion et de disposition intéressant la Société, quelle que soit la nature ou l'importance des opérations, à condition qu'elles entrent dans l'objet de la Société. Chacun des gérants a la signature sociale et a le pouvoir de représenter la Société en justice soit en demandant soit en défendant.

Art. 15. Le décès, l'incapacité, la faillite, la déconfiture ou tout autre événement similaire affectant le gérant, de même que sa démission ou sa révocation pour quelque motif que ce soit, n'entraînent pas la dissolution de la Société.

Les créanciers, héritiers et ayants cause d'un gérant ne peuvent en aucun cas faire apposer les scellés sur les biens et documents de la Société.

Art. 16. Aucun gérant ne contracte, à raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui pour le compte de la Société. Il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 17.

1. Lorsque la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés.

Dans ce cas les articles 194 à 196 ainsi que 199 de la loi du 10 août 1915 ne sont pas applicables.

2. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises lors d'une assemblée générale ou, s'il y a moins de vingt-cinq associés, par vote écrit sur le texte des résolutions à adopter, lequel sera envoyé par la gérance aux associés par lettre recommandée.

Dans ce dernier cas, les associés ont l'obligation d'émettre leur vote écrit et de l'envoyer à la Société, dans un délai de quinze jours suivant la réception du texte de la résolution proposée.

Aucune décision n'est valablement prise si elle n'est pas approuvée par des associés représentant ensemble la moitié du capital social. Toute modification des présents statuts doit être approuvée par des associés représentant ensemble les trois quarts du capital social.

Art. 18. Les décisions de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés seront établies par écrit, consignées dans un registre et gardées par la gérance au siège social. Les pièces constatant les votes des associés ainsi que les procurations seront annexées aux procès-verbaux.

Art. 19. Si la Société a une pluralité d'associés, les associés peuvent décider que les opérations de la Société soient surveillées par un commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes n'a pas besoin d'être associé et sera élu par l'assemblée générale annuelle des associés pour une période se terminant lors de la prochaine assemblée générale annuelle des associés.

Le commissaire aux comptes en place peut être révoqué par les associés à tout moment avec ou sans motif.

Art. 20. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année. Le premier exercice commence à la date des présentes et finit le 31 décembre 2007.

Art. 21. Chaque année, le 31 décembre, les comptes sont arrêtés, la gérance dresse un inventaire des biens et des dettes, établit le bilan et le compte de pertes et profits conformément à la loi. Le bilan et le compte de pertes et profits sont soumis à l'associé unique ou, suivant le cas, à la collectivité des associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire, peut prendre au siège social communication des documents comptables, au cours d'une période de quinze jours précédant la date de l'assemblée générale.

Art. 22. L'excédent favorable du compte de résultats de la Société, déduction faite des frais généraux, amortissements et autres dépenses, constitue le bénéfice net de l'exercice. Sur ce bénéfice net il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à ce que la réserve atteigne le dixième (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Art. 23. Des dividendes intérimaires pourront être distribués en conformité avec, et dans la forme et les conditions prescrites par la loi.

Art. 24. Lors de la dissolution de la Société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associés ou non, nommés, selon le cas, par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui fixeront les pouvoirs et l'émolument du ou des liquidateur(s).

Art. 25. Tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts est déterminé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Référence de publication: 2014152660/671.

(140174515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 octobre 2014.

Nazar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 6, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 189.064.

—
STATUTS

L'an deux mil quatorze.

Le sept juillet.

Pardevant Maître Christine DOERNER, notaire de résidence à Bettembourg.

Ont comparu:

1) Monsieur Murtaza YILDIRIM, salarié, né à Ortakoy (Turquie) le 1^{er} mai 1970, demeurant à F-57320 Bouzonville, 16 rue St. Paul.

2) Monsieur Emre YILDIRIM, salarié, né à Metz (France) le 27 mai 1995, demeurant à F-57320 Bouzonville, 16 rue St. Paul.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de «NAZAR sàrl».

Art. 2. Le siège de la société est établi à L-1260 Luxembourg, 6, rue de Bonnevoie;

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Art. 3. La société a pour objet l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non alcooliques, avec petite restauration et livraisons à domicile ainsi que l'achat et la vente des articles de la branche.

La société a également pour objet:

- l'exploitation d'un commerce,
- d'un e-commerce (commerce électronique),
- Consultant,
- ainsi que toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année. Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2014.

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EURO (Euro 125.-) chacune.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

Monsieur Murtaza YILDIRIM, prredit	80 parts
Monsieur Emre YILDIRIM, prredit	<u>20 parts</u>
Total:	100 parts

Ces parts ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EURO (Euro 12.500.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision des associés.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Art. 10. Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 11. Le décès, l'interdiction ou la faillite de l'un des associés n'entraîneront pas la dissolution de la société. Les héritiers de l'associé prédécédé n'auront pas le droit de faire apposer des scellés sur les biens et valeurs de la société. Pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans le dernier bilan social.

Art. 12. Chaque année, le 31 décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, dans la mesure des dispositions légales;
- le solde restera à la libre disposition des associés.

Art. 13. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés.

Art. 14. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à MILLE DEUX CENT CINQUANTE EURO (Euro 1.250.-).

Assemblée générale

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est à L-1260 Luxembourg, 6, rue de Bonnevoie;
- Est nommé gérant administratif de la société Monsieur Emre YILDIRIM, salarié, né à Metz (France) le 27 mai 1995, demeurant à F-57320 Bouzonville, 16 rue St. Paul.
- Est nommé gérant administratif et technique de la société Monsieur Murtaza YILDIRIM, salarié, né à Ortakoy (Turquie) le 1^{er} mai 1970, demeurant à F-57320 Bouzonville, 16 rue St. Paul.

La société est valablement engagée par la signature du gérant technique.

Avant la clôture du présent acte le notaire instrument acte soussigné a attiré l'attention des constituants sur la nécessité d'obtenir une autorisation administrative pour exercer les activités décrites dans l'objet social.

DONT ACTE, fait et passé à Bettembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Yildirim, E. Yildirim, C. Doerner.

Enregistré à Esch/Alzette A.C. le 11 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9603. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Bettembourg, le 18 juillet 2014.

Christine DOERNER.

Référence de publication: 2014122072/92.

(140139796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

**Chiron Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Clearline Holding S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.400,00.

Siège social: L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 184.014.

In the year two thousand fourteen, on the 17th of July.

Before the undersigned Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of "Clearline Holding S.à r.l." a société à responsabilité limitée having its registered office at L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon (Grand-Duchy of Luxembourg), incorporated on January 29th, 2014, before Maître Blanche MOUTRIER prenamed deed published in the Mémorial C Recueil Spécial des Sociétés et Associations number 853 of April 3rd, 2014, (hereafter the "Company").

The General Meeting was presided by Mr Hervé Poncin, lawyer, with professional address at L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand-Duchy of Luxembourg).

The chairman appointed as secretary Mr Charles Duro, attorney at law, with professional address at L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duchy of Luxembourg).

The General Meeting elected as scrutineer Mr Lionel Bonifazzi, attorney at law, with professional address at L1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duchy of Luxembourg).

The chairman requested the notary to act that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list. That list and proxies, signed by the appearing persons and the notary, shall remain annexed to the minutes.

II. It appears from the attendance list established and certified by the members of the bureau that all the shares issued are present or represented at this meeting which is consequently duly constituted and may deliberate and decide upon the items on its agenda, hereinafter reproduced.

III. The agenda of the General Meeting was the following:

Agenda

1. Modification of the name of the Company from "Clearline Holding S.à r.l." to "Chiron Holding S.à r.l.";
2. Amendment of article 2 of the by-laws of the Company so as to reflect the decision taken;
3. Miscellaneous.

After discussion and deliberation of the foregoing, the General Meeting passed the following resolutions by unanimous decisions:

First resolution

The General Meeting resolved to modify the name of the Company from “Clearline Holding S.à r.l.” to “Chiron Holding S.à r.l.”.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the General Meeting resolved to amend article 2 of the by-laws of the Company which will now be read as follows:

“ **Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of “Chiron Holding S.à r.l.”.”

Since no other items are on the agenda, the meeting is closed.

Whereof the present deed was drawn.

Costs

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at 1.300,-.

The undersigned notary who understands and speaks English notes that upon request of the appearing persons the present deed is made in English followed by a French translation and in case of divergence between the English and the French, the English will prevail.

Done in Luxembourg at the date indicated at the beginning of the deed.

The deed having been read to the comparing persons, known to the notary by their name, first name, civil status and residence, the appearing persons have signed together with the notary the present deed.

French version

L’an deux mille quatorze, le dix-sept juillet.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés de «Clearline Holding S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social situé à L-8011 Strassen, 179, route d’Arlon (Grand-Duché de Luxembourg), constituée le 29 janvier 2014 par devant Maître Blanche MOUTRIER prénommée, acte publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 853 du 3 avril 2014 (ci-après «la Société»).

L’Assemblée Générale est ouverte sous la présidence de M. Hervé Poncin, juriste, demeurant professionnellement à L-1510 Luxembourg, 60, Avenue de la Faïencerie (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Président désigne comme secrétaire Maître Charles Duro, avocat, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg).

L’Assemblée Générale choisit comme scrutateur Maître Lionel Bonifazzi, avocat, demeurant professionnellement à L-1325 Luxembourg, 03, rue de la Chapelle (Grand-Duché de Luxembourg).

Le Président expose et prie le notaire d’acter:

I.- Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés, ainsi que le nombre de parts sociales possédées par chacun d’eux, sont indiqués sur une liste de présence signée par les associés présents, par les mandataires des associés représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations des associés représentés resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d’enregistrement.

II.- Que l’intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée de sorte que l’assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l’ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- Que la présente Assemblée Générale a pour ordre du jour:

Agenda

1. Modification de la dénomination de la Société de “Clearline Holding S.à r.l.” à “Chiron Holding S.à r.l.”;
2. Modification de l’article 2 des statuts de la Société afin de refléter les décisions prises;
3. Divers.

Après avoir approuvé l’agenda et délibéré, l’Assemblée Générale a pris les décisions suivantes à l’unanimité:

Première résolution

L’Assemblée Générale a décidé de modifier la dénomination de la Société de “Clearline Holding S.à r.l.” à “Chiron Holding S.à r.l.”.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'article 2 des statuts de la Société a été modifié et a dorénavant la teneur suivante:

“ **Art. 2. Dénomination.** La Société a comme dénomination “Chiron Holding S.à r.l.””

Tous les points à l'ordre du jour étant épuisés, l'assemblée est clôturée et le présent acte a été dressé.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges qui seront supportées par la Société comme résultat du présent acte sont estimés à 1.300.-.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: PONCIN, DURO, BONIFAZZI, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 21/07/2014. Relation: EAC/2014/10095. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 05 août 2014.

Référence de publication: 2014122259/103.

(140141108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Trust In Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 77.792.

L'an deux mille quatorze, le vingt-trois juillet.

Par-devant nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

- Monsieur Joachim Von Beust, demeurant au 13, chemin des Pins, B-1180 Uccle;
ici représenté par Monsieur Damien MATTUCCI, demeurant professionnellement au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 14 juillet 2014.

et

- Monsieur Christophe De Clercq, demeurant au 23, avenue Claire, B-1410 Waterloo,
ici représenté par Monsieur Damien MATTUCCI, prénommé, en vertu d'une procuration donnée le 14 juillet 2014.

Lesquelles procurations, après avoir été signées “ne varietur” par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants représentés, par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Les comparants sont les associés (les «Associés») de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de «TRUST IN MEDIA S.à r.l.» ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 77.792, constituée suivant acte notarié en date du 8 septembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 134 en date du 21 février 2001. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte notarié en date du 9 janvier 2013, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1003 du 26 avril 2013.

II. Le capital social de la Société est de quatre millions six cent vingt-deux mille cent euros (EUR 4.622.100,-) représenté par quarante-six mille deux cent vingt-et-une (46.221) parts sociales, d'une valeur nominale de cent euros (EUR100,-) chacune.

IV. Les comparants, représentés par leur mandataire, ont requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de procéder à la dissolution de la Société et de prononcer sa mise en liquidation avec effet immédiat.

Deuxième résolution

Les Associés décident de nommer comme seul liquidateur de la Société:
la société «EUROTIME S.A.», Société Anonyme, ayant son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B sous le numéro 56.177.

Troisième résolution

Les Associés décident d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, telles que modifiées.
- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale des Associés dans les cas où elle est requise.
- le liquidateur pourra payer des avances sur boni de liquidation, en numéraire ou en nature, après avoir payé les dettes de la Société ou avoir fait les provisions nécessaires pour le paiement des dettes.
- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.
- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

Quatrième résolution

Les Associés décident de donner décharge pleine et entière au Gérant Unique pour l'exercice de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, les jour, mois et an qu'en tête des présentes,
et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants susmentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: D. MATTUCCI, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 juillet 2014. Relation: EAC/2014/10534. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014123254/60.

(140140232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Andreosso Carrelages, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Zone Industrielle Am Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 34.089.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122137/9.

(140141120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Doheem Promotions S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 249, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 189.175.

STATUTS

L'an deux mille quatorze.

Le trente juillet.

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette.

A COMPARU

Monsieur Patrice GRIFFI, indépendant, né à Briey (France) le 08 juin 1964,
demeurant à L-4397 Pontpierre, 9, Am Bockelsfeld

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle, qu'il déclare constituer.

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de:

Doheem Promotions S. à r.l.

Art. 2. La société a pour objet la promotion immobilière, la gestion et la mise en valeur d'immeubles ainsi que l'exploitation d'une agence immobilière.

Elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement en tout ou en partie à son objet ou qui pourraient en faciliter la réalisation et le développement.

Art. 3. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Art. 4. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-), représenté par CENT (100) PARTS SOCIALES d'une valeur nominale de CENT VINGT-QUATRE EUROS (€ 124,-) chacune.

Art. 5. La durée de la société est indéterminée.

Art. 6. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, nommés par l'unique associé ou les associés qui détermineront leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Ils sont rééligibles et révocables ad nutum et à tout moment.

Art. 7. La société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction ou la faillite de l'unique ou d'un associé.

Art. 8. Lorsque la société comporte plus d'un associé, les parts sociales sont librement cessibles entre associés, la cession entre vifs tant à titre gratuit qu'à titre onéreux à un non-associé ne pourra se faire que de l'assentiment de tous les associés.

La transmission pour cause de mort requiert l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants qui ont en toute hypothèse un droit de préemption. Cet agrément n'est pas nécessaire en cas de transmission à un héritier réservataire ou au conjoint survivant.

Art. 9. Un associé sortant ainsi que les héritiers ou ayants-droit et créanciers d'un associé ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 11. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'associé unique ou l'assemblée générale des associés n'en décide autrement. Le résultat, actif de la liquidation, après apurement de l'intégralité du passif, sera transmis à l'associé unique ou sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 12. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présents statuts, il est référé aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2014.

Souscription

Le capital social a été souscrit comme suit:

Monsieur Patrice GRIFFI, prénommé

CENT PARTS SOCIALES 100

TOTAL: CENT PARTS SOCIALES 100

Toutes les parts ont été libérées intégralement en espèces et en conséquence la somme de DOUZE MILLE QUATRE CENTS EUROS (€ 12.400,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

Frais

Le coût des frais, dépenses, charges et rémunérations sous quelque forme que ce soit, qui sont mis à charge de la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à NEUF CENT EUROS (€ 900,-).

Assemblée générale extraordinaire

Les statuts de la société ainsi arrêtés, le comparant, unique associé de la société se considérant comme réunie en assemblée générale, a pris les résolutions suivantes:

I.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Patrice GRIFFI, prénommé,

II.- La société est engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

III.- Le siège social de la société se trouve à: L-1941 Luxembourg, 249, route de Longwy.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, il a signé avec Nous Notaire le présent acte.

Signé: Griffi Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 31 juillet 2014. Relation EAC/2014/10615. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M.Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014122645/72.

(140141339) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

New Jomar s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 14, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 153.649.

L'an deux mille quatorze, le trente juillet.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

1) Monsieur Joao Pierre Moura De Sousa, employé privé, né le 6 juillet 1976 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-4650 Niedercorn, 86, rue de Prinzenberg et

2) Monsieur Marc Risch, employé privé, né le 4 juillet 1967 à Esch-sur-Alzette, demeurant à L-4415 Soleuvre, 17, rue Basse.

Lesquels comparants déclarent être les seuls associés de la société à responsabilité limitée «NEW JOMAR s.à r.l.», établie et ayant son siège social à L-4415 Soleuvre, 17, rue Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen, en date du 1^{er} juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 1284 du 21 juin 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 153649.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois aux termes d'un acte reçu par Maître Blanche MOUTRIER, préqualifiée, en date du 1^{er} août 2012, publié au Mémorial C numéro 2197 du 4 septembre 2012. Basse, société constituée aux termes d'un acte reçu par

Ensuite les comparants, agissant en leurs dites qualités, représentant l'intégralité du capital social, ont pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

Les associés décident de transférer le siège social de la société de L-4415 Soleuvre, 17, rue Basse, à L-4361 Esch-sur-Alzette, 14, Avenue du Rock'n'Roll et de modifier en conséquence l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le siège social est établi dans la Commune d'Esch-sur-Alzette. L'assemblée pourra déterminer un ou plusieurs sièges d'exploitation.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.».

Frais

Les frais, dépenses, charges et rémunérations en relation avec les présentes sont tous à charge de la société.

Plus rien d'autre ne se trouvant à l'ordre du jour, les comparants ont déclaré close la présente assemblée.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: MOURA DE SOUSA, RISCH, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31/07/2014. Relation: EAC/2014/10567. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 04 août 2014.

Référence de publication: 2014123008/41.

(140140371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Immobilière Romain Thill S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 10, rue de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 66.126.

L'an deux mil quatorze, le dix juillet,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange,

A comparu:

Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy.

La partie comparante détient l'intégralité des 290 parts sociales d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (250.-€), représentant le capital de soixante-douze mille cinq cent euros (72.500.-€), de la société à responsabilité limitée suite à une cession de parts sous seing privé, enregistrée à Esch/Alzette Actes Civils en date du 18 novembre 1999.

La partie comparante agit en sa qualité d'associé unique de la société

IMMOBILIERE ROMAIN THILL S.à r.l.

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sous la section B et le numéro B66.126

constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 26 août 1998, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 12 novembre 1998, numéro 827, page 36.694,

et dont le capital social est de EUR 72.500,- représenté par 290 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 250,- chacune,

La partie comparante, en sa qualité d'associée unique, a prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Cession de parts

La société R.T. PROMOTIONS S.à r.l., ayant son siège social à L-4750 Pétange, 10, rue de Longwy, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg sous le numéro B37.291, a cédé la part détenue par elle, à Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy, suivant la dite cession de parts dûment enregistrée et publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 12 janvier 2000, numéro 35, page 1.635.

Le capital social est par conséquent actuellement intégralement souscrit par Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy.

Renonçant à toute formalité de convocation et déclarant avoir connaissance de l'ordre du jour, Madame Christine MORVAN, en sa qualité d'associée unique de la dite société, a prié le notaire instrumentant d'acter les décisions qu'elle a prises.

Première résolution

L'associée unique décide de révoquer Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy, de sa fonction de gérante technique, et ce avec effet au jour des présentes.

Deuxième Résolution

L'associée unique décide de nommer à la fonction de gérant unique Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy, et ce avec effet au jour des présentes.

La société est engagée, en toutes circonstances y compris toutes opérations bancaires, par la signature du gérant unique.

Intervention

Est ensuite intervenue aux présentes en sa qualité de gérant unique de la dite société:

Madame Christine MORVAN, gérante, née le 27 mai 1961 à Rugles (France), demeurant professionnellement à L-4750 Pétange, 10, Route de Longwy.

La dite partie comparante déclare accepter pour autant que de besoin la cession de parts intervenue, et ce pour compte de la société.

Déclaration en matière de blanchiment

Le(s) associé(s) /actionnaires déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la société ne se livre(ra) pas, à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de MILLE TROIS CINQUANTE CENT euros (1.350.- euros).

Toutes les parties comparantes s'obligent toutefois de façon solidaire à l'égard du notaire instrumentant en ce qui concerne le paiement des frais relatifs aux présentes.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état et demeure, les parties comparantes ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: C. MORVAN, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 juillet 2014. Relation: EAC/2014/9785. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): M.HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME.

PETANGE, le 30 juillet 2014.

Référence de publication: 2014122840/73.

(140140762) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Triton Advisers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 137.319.

—
EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 26 juin 2014 et avec effet immédiat, ont décidé:

1 d'accepter la démission de Monsieur Lars Frankfelt en tant que gérant de catégorie A de la Société,

2 d'abolir la classification en catégorie B des gérants actuellement en fonction

3 de nommer les personnes suivantes en tant que gérants de la Société pour une période indéfinie:

- Monsieur Thomas Sonnenberg, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Antonis Tzanetis, demeurant professionnellement 26-28 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg,

- Monsieur Mats Eklund, demeurant professionnellement 13 Farm. Place, Londres, W8 7SX, Royaume-Unis.

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé sans classification en tant que gérants de catégorie A ou de catégorie B de la manière suivante:

Monsieur Michiel Kramer

Monsieur Heiko Dimmerling

Monsieur Thomas Sonnenberg

Monsieur Antonis Tzanetis

Monsieur Mats Eklund

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Triton Advisers S.à r.l.

Référence de publication: 2014123253/25.

(140140181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Rhodes Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 136.173.

—
RECTIFICATION

Le soussigné Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans l'acte de constat d'augmentation de capital reçu par son ministère pour compte de la société à responsabilité limitée "Rhodes Holding I S.à r.l.", établie et ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 8-10, Avenue de la Gare, (Grand-Duché de Luxembourg), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 136173, en date du 1^{er} avril 2014, enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 juin 2014, relation: LAC/2014/15149, non encore déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, et non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y LIEU DE LIRE:

"Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de un euro (EUR 1) pour le porter de son montant actuel de quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 4.344.880) représenté par quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt (4.334.880) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune, à un montant de quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-un euros (EUR 4.344.881) représenté par quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-une (4.344.881) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune."

"Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour refléter l'émission de part sociale et l'augmentation du capital social.

Par conséquent, l'article 5 des statuts de la Société est remplacé par le texte suivant :

" **Art. 5.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-un euros (EUR 4.344.881), représenté par quatre millions trois cent quarante-quatre mille huit cent quatre-vingt-une (4.344.881) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune."

AU LIEU DE:

"Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de un euro (EUR 1) pour le porter de son montant actuel de quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt euros (EUR 4.334.880) représenté par quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt (4.334.880) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune, à un montant de quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-un euros (EUR 4.334.881) représenté par quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-une (4.334.881) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune."

"Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société pour refléter l'émission de part sociale et l'augmentation du capital social.

Par conséquent, l'article 5 des statuts de la Société est remplacé par le texte suivant :

" **Art. 5.** Le capital social souscrit de la Société est fixé à quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-un euros (EUR 4.334.881), représenté par quatre millions trois cent trente-quatre mille huit cent quatre-vingt-une (4.334.881) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1) chacune."

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 10 juillet 2014. Relation: LAC/2014/32177. Reçu douze euros 12,00 €.

Luxembourg, le 9 juillet 2014.

Carlo WERSANDT

Notaire

Référence de publication: 2014121851/51.

(140139941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 août 2014.

Association Montessori Luxembourg, Association sans but lucratif.

Siège social: L-8041 Strassen, 192, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg F 8.693.

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 mai 2014, les articles suivants ont été modifiés:

L'article 2 est modifié comme suit:

«Les propriétaires de l'immeuble sis à Strassen, 192, rue des Romains, mettent gracieusement leur local à disposition de l'association.»;

L'article 6 est modifié comme suit:

«L'association comprend 4 catégories de membres:

- Les membres fondateurs;
- Les membres actifs;
- Les membres sympathisants;
- Les membres bienfaiteurs.

Les membres:

- sont membres fondateurs les membres ayant participé à la création de l'association;

- sont membres actifs les membres qui paient une cotisation, participent régulièrement et directement aux activités de l'association et qui contribuent ou ont contribué activement et financièrement à la réalisation de ses objectifs;

- sont membres sympathisants, les membres dont les enfants sont inscrits à l'école, qui paient une cotisation annuelle fixée par l'assemblée générale en contrepartie des services proposés par l'association et qui apportent leur appui moral et pédagogique à l'association;

- sont membres bienfaiteurs, les membres qui participent financièrement à l'association en lui faisant des dons d'un montant maximum de 2.000 €.»

L'article 8 est modifié comme suit:

«Les membres actifs paient une cotisation annuelle dont le montant est fixé en assemblée générale et qui ne pourra pas être inférieur à 1.000€.»

Le montant des cotisations annuelles des membres sympathisants sera fixé à 50 €.

Les membres bienfaiteurs ne paient pas de cotisation.»

L'article 9 est modifié comme suit:

«La qualité de membre sympathisant est conférée à toute personne physique dont l'enfant est inscrit à l'Ecole Maria Montessori, ou toute personne morale, qui, sans participer directement aux travaux de l'association, entend en favoriser l'activité.»

Le paragraphe de l'article 9 des statuts relatif à la qualité de membre associé est supprimé.

L'article 20 est modifié comme suit:

«Les membres sympathisants pourront assister aux assemblées générales de l'association, mais n'y auront qu'une voix consultative.»;

L'article 23 est modifié comme suit:

«L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 3 membres actifs au moins, élus et révocables par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.»

Luxembourg, le 31 juillet 2014.

Référence de publication: 2014122153/43.

(140140248) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Andreosso Chapes GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Zone Industrielle Am Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 30.681.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122138/9.

(140140377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Andreosso Marbres, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Z.I. Im Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 80.463.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122139/9.

(140140295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.

Andreosso S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3327 Crauthem, 4A, Z.I. Im Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 17.196.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014122142/9.

(140141174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 août 2014.
